

dossiers mondiaux



Réussir
**le développement
durable**

Note de la rédaction

Le sujet de cette revue électronique est le développement durable. Nous y évoquons, en particulier, les stratégies et les responsabilités qui, de l'avis du gouvernement des Etats-Unis, sont essentielles pour réaliser les espoirs qu'ont les plus pauvres du monde d'avoir une vie meilleure.*

Le gouvernement des Etats-Unis estime que les pays industriels ont la responsabilité de donner aux peuples des pays en développement les outils dont ils ont besoin pour être en mesure de saisir les occasions que présente l'économie mondiale, des occasions qui découlent de l'aide internationale, des investissements étrangers, des capitaux nationaux et du commerce. Pour pouvoir utiliser ces outils de façon efficace, les pays en développement doivent cependant adopter, aux plans politique, légal et économique, des stratégies qui garantissent le succès du développement.

Trop souvent, les pays en développement ne peuvent jouir pleinement des importantes ressources auxquelles ils pourraient avoir accès grâce à l'aide d'autres pays. Ici, des routes qui devraient permettre aux agriculteurs de vendre leurs produits ne sont pas finies parce les plans financiers sous-tendant leur construction n'avaient pas été faits ou que les fonds qui devaient y être consacrés ont été détournés. Là, un plan ambitieux concernant la fourniture d'eau potable périclité parce qu'un changement de gouvernement a modifié l'ordre des priorités politiques qui influencent les décisions en matière de budget.

Les spécialistes internationaux du développement doivent aussi utiliser plus judicieusement les ressources. Il faut que les projets respectent l'environnement et tiennent compte des réalités du marché tout en évitant de grever les pays en développement de dettes insurmontables.

Nous devons mieux faire et nous le pouvons. Le Sommet mondial sur le développement durable, qui se tiendra à Johannesburg du 26 août au 4 septembre, est très prometteur, car nombreux sont les grands acteurs du processus du développement qui se sont engagés à œuvrer collectivement afin de répondre aux gageures de l'avenir.

*Le développement durable, ainsi que le définit la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, est « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». On sait désormais que les besoins en matière de développement ne se limitent pas à des considérations économiques et qu'ils comprennent le vaste éventail des questions sociales et politiques qui définissent la qualité de la vie.

dossiers mondiaux

Revue électronique du département d'Etat des Etats-Unis
Avril 2002 Volume 7, Numéro 1

sommaire

Réussir le développement durable

□ DOSSIER

Lutte contre la pauvreté: un nouveau contrat en faveur du développement 5

Le président Bush lance un appel en faveur de l'adoption d'un nouveau contrat pour le développement qui reposera sur une plus grande responsabilité aussi bien des pays riches que des pays pauvres.

George W. Bush, président des Etats-Unis

Le Sommet mondial de Johannesburg marque le début d'un nouveau chapitre de l'histoire du développement durable . . 8

Ce sommet donnera à la communauté internationale une occasion unique de stimuler le développement durable.

Paula Dobriansky, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires internationales

L'aide extérieure pose les bases du développement durable11

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) s'efforce de créer des partenariats avec des organisations non gouvernementales, des fondations privées, des sociétés et des universités afin d'aider les pays à réussir leur développement.

Andrew Natsios, administrateur de l'USAID

□ ANALYSE

Perspectives sur le développement15

Trois spécialistes exposent leurs vues sur les idées qui ont cours dans le monde sur les stratégies de développement et indiquent ce qu'ils attendent du Sommet mondial sur le développement durable.

Table ronde à laquelle ont participé M. Calestous Juma, directeur des programmes pour la science, la technologie et les innovations au Centre du développement international de l'Ecole d'administration de l'université Harvard; le professeur Simon Tay, président de l'Institut des affaires internationales de Singapour; et M. Patrick Mendis, associé à l'Association américaine pour le progrès de la science, actuellement assistant spécial du secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires éducatives et culturelles.

Le développement durable: enseignements et enjeux25

Partant du principe que le savoir engendre la compétence et que le renforcement de la compétence débouche sur la croissance, la sécurité et l'émancipation des pauvres, la Banque mondiale consacre une grande partie de sa mission à encourager l'apprentissage.

Frannie Léautier, vice-présidente, Institut de la Banque mondiale

Un architecte écologiste célèbre l'abondance, les usines vertes et la prochaine révolution industrielle	29
William McDonough estime que tout, depuis les véhicules jusqu'aux centres urbains, peut être conçu de manière à ne jamais polluer. La Ford Motor Company lui a confié la réfection de son usine légendaire de River Rouge. Il en a fait un modèle d'usine non nocive pour l'environnement, adaptée au XXI ^e siècle.	
<i>Interview de M. McDonough par Jim Fuller</i>	
Pour un développement écologiquement durable et respectueux de la diversité biologique en Méso-Amérique	34
Un projet ambitieux vise la protection d'une vaste zone naturelle allant du Mexique au Panamá.	
<i>Elsa Chang, responsable pour le World Resources Institute du Projet du Couloir biologique méso-américain</i>	
Les merveilles de la nature	37
Des ennemis de longue date s'entendent pour sauver les Everglades en Floride.	
<i>Cyril Zaneski, correspondant, National Journal News Service (Article paru dans le numéro d'avril 2001 de Government Executive Magazine.)</i>	

❑ SOURCES D'INFORMATION

Bibliographie (en anglais)	43
<i>Livres, documents et articles portant sur le développement durable.</i>	
Sites Internet	46
<i>Liste de sites pouvant offrir de plus amples informations sur le développement durable.</i>	

dossiers mondiaux

Revue électronique du département d'Etat des Etats-Unis
 ejglobal@usia.gov

Directrice de la publication	Judith Siegel
Rédacteur en chef	William Peters
Rédacteur en chef adjoint	Jim Fuller
Rédactrice	Charlene Porter
Version internet	Tim Brown
Rédacteurs adjoints	Deborah Brown
.	Patrick Mendis
.	Wayne Hall
Documentation	Joan Taylor
.	Lynn Scheib
Conception graphique	Chloe Ellis
Assistante graphique	Sylvia Scott
Traduction	Service linguistique IIP/G/AF
Maquette française	Africa Regional Services, Paris
Editorial Board	George Clack
.	Judith Siegel
.	Leonardo Williams

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis offre des produits et des services qui visent à expliquer la politique des Etats-Unis à des auditoires étrangers. Le Bureau publie cinq revues électroniques qui examinent les principales questions intéressant les Etats-Unis et la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts – *Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis et La Société américaine* – ces revues présentent des déclarations sur la politique des Etats-Unis, des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné.

Toutes les revues sont publiées en anglais, en français, en portugais et en espagnol; certaines d'entre elles sont également traduites en arabe et en russe. Une nouvelle revue en anglais est publiée toutes les trois à six semaines. La parution des versions traduites suit normalement de deux à quatre semaines celle de la version en anglais.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des Etats-Unis. Le département d'Etat des Etats-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites internet indiqués en hyperlien; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des Etats-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître, sont disponibles sur internet à la page d'accueil du Bureau des programmes d'information internationale, à l'adresse suivante:
<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm#fr>

Veillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des Etats-Unis de votre pays ou bien à la rédaction:
 Editor, Global Issues & Communications
 Office of International Information Programs
 IIP/T/GIC
 U.S. Department of State
 301 4th Street, SW
 Washington, D.C. 20547
 United States of America.
 Courrier électronique: ejglobal@pd.state.gov

DOSSIER

Lutte contre la pauvreté : un nouveau contrat en faveur du développement

George W. Bush
Président des Etats-Unis

Réitérant l'engagement des Etats-Unis à lutter contre la pauvreté, le président Bush a lancé un appel en faveur de l'adoption d'un nouveau contrat pour le développement qui reposera sur une plus grande responsabilité aussi bien des pays riches que des pays pauvres. On trouvera ci-après des extraits de l'allocution prononcée le 22 mars par le Président lors de la Conférence des Nations unies sur le financement du développement, qui s'est tenue à Monterrey, au Mexique.

Nous sommes réunis à un moment où renaît l'espoir dans la lutte séculaire contre la pauvreté dans le monde. Je suis ici aujourd'hui afin de réaffirmer la résolution des Etats-Unis de donner l'espoir et une chance de réussite aux plus pauvres de ce monde et de lancer un appel à l'adoption d'un nouveau contrat pour le développement qui reposera sur une plus grande responsabilité des pays riches comme des pays pauvres.

Nombre d'entre vous ont consacré leur vie à la lutte contre la pauvreté dans le monde, et vous en connaissez les enjeux. Nous luttons contre la pauvreté parce que l'espoir est la réponse à la terreur. Nous luttons contre la pauvreté parce que la chance de réussir est partie intégrante de la dignité humaine. Nous luttons contre la pauvreté parce que la foi et la conscience l'exigent. Nous luttons contre la pauvreté avec la conviction de plus en plus ferme que des progrès fondamentaux sont à portée de la main.

Cependant, ces progrès nécessiteront des changements. Pendant des années, on a mesuré le succès de l'aide au développement à l'aune des sommes dépensées, et non pas à celle des résultats obtenus. S'entêter à déverser de l'argent sur un immobilisme stérile n'aide que très peu les pauvres, et peut même retarder le progrès des réformes. Nous devons accepter une mission plus élevée, plus difficile et plus prometteuse. Les pays riches ont le devoir non seulement de partager leur richesse, mais aussi d'en

stimuler les sources, à savoir la liberté d'entreprise, la liberté politique, l'Etat de droit et les droits de l'homme.

La leçon de notre époque est claire: lorsque les Etats ferment leurs marchés et que les chances de réussite sont réservées à quelques privilégiés, aucun montant d'aide au développement n'est suffisant. Par contre, lorsque les pays respectent leurs peuples, ouvrent leurs marchés, et investissent dans la santé et l'éducation, chaque dollar, qu'il provienne de l'aide, du commerce ou des capitaux nationaux, est utilisé de façon beaucoup plus efficace.

Nous devons lier plus étroitement l'aide aux réformes politiques, juridiques et économiques. De plus, en soutenant ces réformes, nous faisons preuve de compassion. Les Etats-Unis doivent montrer l'exemple. J'ai proposé une augmentation de 50% de notre aide publique au développement au cours des trois prochaines années budgétaires. Au bout du compte, cela signifie une augmentation de 5 milliards de dollars par rapport au niveau d'aide actuel.

Ces nouveaux fonds iront au « Millennium Challenge Account » (Fonds du millénaire), consacré à la mise en œuvre de projets dans des pays qui gouvernent justement, investissent dans leurs ressources humaines et encouragent la liberté économique. Nous allons promouvoir le développement par la base, notamment en aidant les citoyens à acquérir les outils, la formation et les techniques dont ils ont besoin afin de saisir les chances qu'offre l'économie mondiale.

J'ai demandé au secrétaire d'Etat Powell et au ministre des finances O'Neill de consulter la communauté internationale afin de concevoir des critères objectifs, clairs et concrets pour ce Fonds du millénaire. Nous les appliquerons justement et rigoureusement.

Afin de lancer cette initiative, je vais collaborer avec le Congrès des Etats-Unis pour débloquer les ressources nécessaires au cours des douze prochains mois. De nombreux pays en développement sont déjà à pied d'œuvre – ils ont pris le chemin de la réforme dont leur peuple récolte les fruits. Le nouveau Contrat pour le développement récompensera ces pays et encouragera les autres à suivre leur exemple.

L'objectif de notre aide au développement sera d'affranchir les pays bénéficiaires de toute aide. Lorsque les pays opèrent des réformes, chaque dollar d'aide attire deux dollars d'investissements privés. Lorsque l'aide est

liée à une politique rationnelle, on tire quatre fois plus de personnes de la pauvreté.

Nous devons tous concentrer notre attention sur les avantages réels que pourront obtenir les pauvres au lieu de débattre du montant arbitraire de l'aide des pays riches. Nous devrions investir en vue d'améliorer l'état de santé des populations et intensifier nos efforts visant la lutte contre le sida et ces autres maladies qui menacent d'ébranler des collectivités entières. Nous devrions donner une plus grande partie de notre aide sous la forme de dons, au lieu de prêts qui ne pourront jamais être remboursés.

L'aide au développement ne suffit pas à créer le développement. La plus grande partie du financement du développement provient non pas de l'aide, mais du commerce, des capitaux locaux et des investissements étrangers. Les pays en développement reçoivent environ 50 milliards de dollars tous les ans sous la forme d'une aide. A titre de comparaison, les investissements étrangers atteignent près de 200 milliards de dollars et les recettes annuelles provenant des exportations 2,4 billions de dollars. Il s'ensuit que si l'on veut sérieusement lutter contre la pauvreté, il convient d'accroître les échanges commerciaux.

Le commerce a aidé des pays aussi divers que la Corée du Sud, le Chili et la Chine à remplacer le désespoir par des possibilités économiques pour des millions de leurs habitants. Le commerce apporte de nouvelles technologies, de nouvelles idées et de nouvelles habitudes et il apporte aussi l'espoir de la liberté. En outre, l'élargissement de l'accès aux marchés des pays riches a un effet direct sur l'économie des pays en développement.

A titre d'exemple, on peut citer la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique qui a permis, en une seule année, d'augmenter de plus de 1000% les exportations de produits africains aux Etats-Unis, de réaliser des investissements de près de 1 milliard de dollars et de créer des milliers d'emplois.

Il nous reste cependant beaucoup à faire. Les pays en développement ont besoin d'un plus grand accès aux marchés des pays riches, et ils doivent réduire leurs droits de douane qui font obstacle au commerce entre eux. Les négociations commerciales multilatérales que l'on a lancées à Doha s'attaquent à ces problèmes.

L'aboutissement de ces négociations accroîtra la prospérité tant des pays riches et des pays à revenu intermédiaire que des pays pauvres. Selon des estimations, un nouvel accord commercial mondial pourrait faire sortir de la pauvreté 300 millions de personnes. Quand le commerce progresse, il ne fait aucun doute que la pauvreté régresse.

La tâche en matière de développement est urgente et difficile, mais la voie est claire. Alors que nous nous préparons à agir, nous ne devons pas oublier que la véritable source du progrès économique est la créativité de l'être humain. Les ressources naturelles les plus importantes d'un pays sont l'intelligence, l'esprit d'entreprise et les compétences de ses habitants. La grandeur d'un pays reflète la grandeur de ses habitants. Les pauvres du monde ont besoin de ressources pour la satisfaction de leurs besoins, et comme tout le monde, ils méritent des institutions qui les encouragent à réaliser leurs rêves.

Tous les peuples méritent des gouvernements institués avec leur consentement, des cadres juridiques qui donnent des possibilités au plus grand nombre, au lieu de protéger les intérêts particuliers d'un petit nombre, ainsi que des régimes économiques qui respectent leur ambition et qui récompensent leurs efforts. La liberté, le droit et les possibilités économiques sont les conditions du développement, et ils sont les espoirs communs à tous les hommes.

La géographie, la religion ou l'histoire ne constituent pas des limites de l'esprit d'entreprise. Les hommes et les femmes sont faits pour la liberté, et la prospérité apparaît lorsque la liberté triomphe. C'est pourquoi les Etats-Unis d'Amérique mènent la lutte contre le terrorisme.

Nous remercions nos amis et nos voisins du monde entier de nous aider à défendre cette grande cause. L'histoire nous a appelés à entreprendre une lutte titanesque, dont les enjeux ne pourraient être plus élevés étant donné que nous luttons pour la liberté elle-même. Nous poursuivons des objectifs ambitieux et nobles pour rendre le monde plus sûr et, en même temps, pour le rendre meilleur. Nous nous attaquerons à la pauvreté, au désespoir, à l'absence d'éducation et aux gouvernements qui manquent à leurs obligations et qui trop souvent favorisent des conditions dont les terroristes peuvent tenter de tirer avantage.

Notre nouvelle ligne d'action en matière de développement met les pays en développement et tous les autres pays devant leurs responsabilités. Nous devons créer des institutions favorisant la liberté et non pas subventionner les échecs du passé. Nous ne devons nous contenter d'être satisfaits de ce que nous faisons; nous devons faire le bien. En prenant le parti de la liberté et du bon gouvernement, nous libérerons des millions de personnes du carcan de la pauvreté. Nous contribuerons à vaincre le désespoir et à surmonter les ressentiments. Nous attirerons des pays dans le cercle croissant des débouchés et de l'esprit d'entreprise. Nous nous ferons de véritables partenaires dans le domaine du développement et ajouterons un nouveau chapitre empreint d'optimisme à l'histoire du monde contemporain.

Le Sommet mondial de Johannesburg marque le début d'un nouveau chapitre de l'histoire du développement durable

Paula Dobriansky

Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires internationales

Le Sommet mondial sur le développement durable qui va avoir lieu à Johannesburg donne à la communauté internationale une occasion unique de stimuler le développement durable. Pour y parvenir, il faudra travailler de concert pour faire en sorte que tous les pays se dotent d'institutions solides et appliquent des politiques judicieuses et que des partenariats se forment entre les secteurs public et privé afin de parvenir à des résultats concrets.

Dans un discours marquant prononcé le 14 mars à la Banque interaméricaine de développement, le président Bush a annoncé une importante augmentation des programmes américains d'aide au développement et confirmé l'engagement des Etats-Unis en faveur d'une nouvelle conception de l'assistance au monde en voie de développement. M. Bush a souligné que « le progrès du développement est un élément capital de la politique étrangère des Etats-Unis. En tant que nation fondée sur la dignité et la valeur de l'individu, les Etats-Unis compatissent vivement aux souffrances et morts inutiles auxquelles nous assistons dans le monde. Nous œuvrons en faveur de la prospérité et des débouchés parce que nous le devons, parce que c'est la chose à faire ».

Le Sommet mondial sur le développement durable qui va avoir lieu du 26 août au 4 septembre prochain à Johannesburg donne à la communauté internationale une possibilité historique de stimuler de nouveau et de réorienter la poursuite du développement durable.

A la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement tenue en 1992 et durant les dix années qui ont suivi, la majeure partie de l'infrastructure nécessaire à un développement durable a été mise en place. Pour tenir la promesse de cette décennie – un développement durable véritable – le Sommet de Johannesburg doit marquer le début d'un nouveau chapitre dans lequel nous nous concentrerons sur la mise en œuvre des mesures arrêtées et sur la recherche de résultats concrets. Pour ce faire, nous devons œuvrer de concert pour obtenir que les pays aient les institutions solides et les politiques judicieuses qui sont indispensables pour assurer un avenir prospère à leurs populations et à notre planète. Nous devons former avec les autres gouvernements, les milieux d'affaires et des représentants de la société civile, des partenariats qui assureront le succès des mesures sur le terrain.

Le legs de Rio : Tout développement doit être durable

La décennie de Rio a accru la prise de conscience du fait que le développement doit être durable, que les trois piliers du développement durable – la protection de l'environnement, le développement économique et le développement social – doivent aller de pair. Chacun de ces piliers étant intrinsèquement lié aux autres, la recherche efficace du développement durable exige une approche équilibrée qui intègre ces trois composantes.

A Rio et dans la période qui a suivi a été mise en place l'infrastructure permettant de parvenir au développement durable. La Déclaration de Rio et l'Agenda 21 nous fournissent des principes directeurs et nous montrent la voie à suivre pour les appliquer. Les accords environnementaux multilatéraux qui intègrent de façon équilibrée ces trois piliers du développement durable, ainsi que des mécanismes volontaires tels que l'Initiative internationale pour la protection des récifs coralliens et le Conseil de l'Arctique, nous aident à résoudre les problèmes environnementaux. Les objectifs internationaux de développement contenus dans le Rapport du millénaire du Secrétaire général des Nations unies nous fournissent également les moyens d'encourager le développement économique et social.

Principes directeurs pour la décennie de Johannesburg

En prévision du Sommet de Johannesburg, nous devons maintenant passer de la mise en place des structures à la mise en œuvre du développement durable sur le terrain.

Pour tous les pays – qu'ils soient industrialisés ou en voie de développement – le développement durable doit commencer sur le plan local. La protection de l'environnement, le développement économique et le progrès social reposent tous sur une bonne gestion des affaires publiques dans laquelle l'économie de marché, des institutions stables et l'Etat de droit sont la norme. Le développement durable ne peut être obtenu dans un climat où la corruption bat son plein, où la propriété privée n'est pas protégée, où les marchés sont fermés et les contrats privés inapplicables.

Dans son discours du 14 mars, le président Bush a souligné l'importance de la bonne gestion des affaires publiques, promettant un accroissement de 5 milliards de dollars de l'aide au développement dans le cadre d'un « nouveau contrat en faveur du développement

international ». En contrepartie de cet engagement supplémentaire, les Etats-Unis demandent aux pays en voie de développement d'adopter des mesures de réforme et des politiques propices à un développement effectif et durable.

Une politique économique judicieuse, de solides institutions démocratiques répondant aux besoins de la population et l'amélioration de l'infrastructure sont à la base d'une croissance économique durable, de l'élimination de la pauvreté et de la création d'emplois. La liberté, la paix et la sécurité, la stabilité intérieure, le respect des droits de l'homme, y compris le droit au développement, l'Etat de droit, l'égalité entre les sexes, une politique axée sur le marché et un engagement général envers une société équitable et démocratique sont également indispensables et se renforcent mutuellement. Sur le plan opérationnel, cinq des éléments clés indispensables pour créer une infrastructure nationale rendant possible le développement durable sont des institutions efficaces; l'éducation, la science et la technologie nécessaires aux prises de décisions; l'accès à l'information; la participation des intéressés; et l'accès à la justice.

Poser les bases solides d'un développement durable est une responsabilité qui incombe aux pays industrialisés comme aux pays en développement. Aux Etats-Unis, nous tenons souvent ces éléments pour acquis, même si nous cherchons à améliorer nos efforts dans ce domaine. De nombreux pays en voie de développement reconnaissent l'importance fondamentale de ces questions pour le développement durable, mais ils commencent tout juste à chercher à les mettre en pratique.

Le rôle des partenariats

Une autre idée importante que notre pays et d'autres participants souligneront au Sommet de Johannesburg est la conviction que les partenariats entre les secteurs public et privé impliquant la participation des gouvernements à tous les niveaux et celle des ONG, des milieux d'affaires et autres intéressés, sont indispensables pour parvenir au développement durable. Aux Etats-Unis, des mesures concrètes sur le développement durable sont prises dans ce but, non seulement sur le plan national mais au niveau des Etats et des administrations locales. Et il est rare qu'elles n'impliquent que le gouvernement; la plupart du temps, les mesures sont prises dans le cadre de partenariats avec les milieux d'affaires et la société civile.

Le Sommet mondial sur le développement durable devrait servir de tremplin à ces partenariats. Les Etats-Unis donneront l'exemple en cherchant à coopérer avec les intéressés et les autres gouvernements dans des secteurs clés suivants :

- ❖ Santé
- ❖ Energie
- ❖ Eau
- ❖ Education
- ❖ Océans et côtes
- ❖ Sécurité alimentaire, agriculture durable et développement rural
- ❖ Forêts

Un nouveau chapitre

Le Sommet mondial sur le développement durable nous donne une possibilité exceptionnelle de franchir une nouvelle étape sur la voie du développement durable. Le président Bush a clairement précisé la volonté des Etats-Unis de donner l'exemple. Nous avons une destination en vue. Pour l'atteindre, nous devons tourner notre attention vers l'application des mesures arrêtées. C'est en œuvrant de concert pour renforcer les bases de la bonne gestion intérieure des affaires publiques qu'exige le développement durable et en formant les nouveaux partenariats menant à des résultats concrets que nous pourrons assurer le succès du Sommet de Johannesburg.

L'aide extérieure pose les bases du développement durable

Andrew Natsios

Administrateur de l'Agence américaine pour le développement international

L'Agence américaine pour le développement international (USAID), qui a pour mission de soutenir une croissance économique mondiale durable et équitable, sera parmi les principaux responsables de l'exécution du programme du gouvernement Bush en faveur du développement durable. M. Natsios commente ci-dessous la nouvelle stratégie des Etats-Unis en matière d'aide à l'étranger.

La fin de la guerre froide et l'avènement de la mondialisation ont considérablement modifié la dynamique politique et économique qui influencent le monde. En tant que principale institution du gouvernement américain visant à l'élimination de la pauvreté et de la faim dans les pays en voie de développement, l'USAID a conscience des raisons pour lesquelles ces changements exigent une nouvelle conception de l'aide au développement.

Au sein du gouvernement Bush, nous révisons nos idées sur l'aide extérieure et évoluons au même rythme que le secteur privé. Nous tirons également un enseignement de la vaste expérience que nous ont permis d'acquérir, au cours de ces quarante dernières années, les succès et les échecs de nos programmes d'aide.

Nos idées sur les résultats à attendre de l'aide à l'étranger évoluent. L'aide extérieure n'est pas un simple transfert de capitaux du Nord au Sud. Nous repensons l'aide à l'étranger et ses objectifs, reconnaissant que ce qui importe, ce n'est pas tant le montant des sommes qu'on lui consacre mais la façon dont on les dépense.

Nous avons constaté que le transfert de sommes importantes dans les budgets des pays en voie de développement ne garantit pas un développement économique et un progrès social et démocratique durables. Nous avons découvert au contraire que, pour soutenir la croissance à long terme, les programmes d'assistance doivent attirer les capitaux privés qui permettront à l'économie de se développer.

Tous les pays qui ont connu la pauvreté et sont devenus prospères aux cours de ces dernières décennies doivent leur succès à la croissance de leur secteur privé et à l'aide officielle au développement. L'aide extérieure les a aidés à obtenir une croissance soutenue pour éliminer la pauvreté. Ils y sont parvenus grâce au transfert de technologie, à la création d'institutions, à l'amélioration

de leurs services de santé et à la réforme de leur politique. Le succès de ces investissements nous a montré que, lorsqu'elle est dépensée dans ces domaines, l'aide extérieure crée un climat favorable à la croissance du secteur privé.

C'est pourquoi le président Bush a annoncé, en mars 2002, que les Etats-Unis créeraient un «Millennium Challenge Account» (Fonds du millénaire) pour accorder une aide supplémentaire aux pays en voie de développement qui manifestent une ferme volonté de pratiquer une bonne gestion des affaires publiques, qui cherchent à améliorer les services de santé et l'éducation de leur population et appliquent une politique économique judicieuse encourageant la libre entreprise et l'esprit d'initiative. Le Fonds du millénaire accroîtra de 5 milliards de dollars, sur les trois prochaines années, le niveau de base de l'assistance officielle au développement, soit une augmentation sans précédent de 50% de l'aide officielle américaine au développement.

Le transfert de technologie

La «révolution verte» en Asie est le meilleur exemple des progrès surprenants qui sont susceptibles de résulter du transfert de technologie. Le blé génétiquement modifié mis au point au Mexique par une équipe de chercheurs dirigée par des Américains a accru les rendements, et les semences de cette variété de blé ont été largement distribuées en Inde et au Pakistan. Le succès de ces récoltes, qui a permis d'éviter la famine dans les années 1960, n'était pas dû à un apport d'aide officielle au développement. A la base, la «révolution verte» résultait du transfert de variétés de semences améliorées et d'un nouveau type d'équipement qui a permis aux petits agriculteurs d'accroître leurs récoltes vivrières. La fourniture d'engrais et d'autres facteurs de production ont également contribué à ces meilleurs rendements. Le succès spectaculaire de la «révolution verte» est le fruit des efforts conjugués de savants américains, de fondations basées aux Etats-Unis, de la Banque mondiale et de l'USAID.

En Afrique, le transfert de technologie a permis d'obtenir une augmentation spectaculaire des rendements. C'est ainsi qu'au Mali, la production de riz a doublé entre 1993 et 2000 dans la région du delta intérieur du Niger, grâce aux programmes financés par l'USAID qui ont incité les agriculteurs à investir dans de meilleures variétés de riz et de techniques de traitement, ce qui a amélioré la gestion des ressources agricoles et naturelles. Notre

gouvernement encourage les agriculteurs africains à mettre à profit les résultats des dernières recherches agricoles qui, nous le savons, permettent d'accroître le rendement.

Le renforcement des institutions

Depuis la fin de la guerre froide, les pays en voie de développement ont progressé de façon spectaculaire sur la voie du capitalisme démocratique en tant que modèle effectif de gouvernement. Toutefois, durant cette transition, nombre d'entre eux ont constaté qu'ils ne possédaient pas l'expérience institutionnelle nécessaire pour faire marcher tous les rouages d'un système démocratique. Ils n'avaient jamais tenu d'élections libres et équitables auxquelles se présentaient des candidats de divers partis. Ils n'étaient pas prêts à faire fonctionner un parlement, à voir les journalistes de la presse écrite et de la radio ou de la télévision observer très publiquement les problèmes du gouvernement.

L'USAID et d'autres organes de gouvernements donateurs ont facilité la création d'institutions qui aident ces pays à se doter de tous les mécanismes nécessaires à une société démocratique ouverte. Nous finançons des programmes de formation à la gestion de leurs nouvelles institutions démocratiques et aux concepts d'équité et d'équilibre. Nous apprenons aux responsables de gouvernement à faire preuve de transparence. Nous formons des journalistes pour que leurs reportages reposent sur des faits solides et soient équilibrés. Nous finançons des programmes novateurs visant la gestion des crises et l'analyse des conflits pour aider les partis rivaux à résoudre leurs divergences de façon pacifique dans le cadre d'un système démocratique.

Réformes politiques

L'USAID aide également les pays à modifier leur climat politique lorsqu'ils passent d'un modèle économique socialiste à l'économie de marché. Si un pays n'applique pas une politique macro-économique qui soutient l'économie de marché, aucun montant d'aide extérieure ne le fera passer de la pauvreté à la prospérité. Les réformes politiques sont la condition essentielle d'un développement durable.

L'USAID aide les pays à procéder aux ajustements nécessaires pour adopter la politique macro-économique qui attirera les investissements. C'est pourquoi nous leur donnons des conseils sur la façon d'enrayer l'inflation, de

stabiliser leur monnaie et de prévenir la fabrication de fausse monnaie. Ces réformes favorisent la création d'un climat économique dans lequel les agriculteurs et les hommes d'affaires sont incités à développer leurs activités et à produire parce qu'ils ont l'assurance que leurs bénéfices ne seront pas menacés. Cette stabilité économique pose les bases de la prospérité et de l'élimination de la pauvreté. Les réformes politiques se sont maintes fois avérées être la condition sine qua non du développement durable.

Services publics

Les réformes politiques s'appliquent également au secteur des services publics. Maints gouvernements du monde en voie de développement sont dans l'impossibilité d'assurer à la majorité de leur population des services publics de qualité moyennant un coût raisonnable. L'USAID aide leurs ministères à acquérir les moyens de fournir ces services publics. Les 40 années passées ont été le témoin d'une réduction spectaculaire des taux de mortalité infantile et maternelle et d'une importante amélioration des niveaux d'alphabétisation de nombreux pays. Grâce aux programmes que nous avons financés, la capacité institutionnelle de ces pays s'est accrue, leur permettant d'améliorer la fourniture de ces services publics essentiels.

Nous avons considérablement accru, au long des décennies, notre appréciation de la corrélation qui existe entre la fourniture de ces services publics et la capacité de surmonter la pauvreté et de parvenir à un développement durable. Les mères doivent être en bonne santé pour que leurs nourrissons le soient. Les enfants doivent être en bonne santé pour être scolarisés et s'instruire. L'éducation crée la main-d'œuvre compétente et productive qui mènera un pays à la prospérité.

Le président Bush accorde une priorité élevée à l'accroissement des crédits que nous consacrons à l'éducation dans le monde en voie de développement. Les fonds de l'USAID affectés à cet objectif passeront de 100 à 170 milliards de dollars dans deux ans.

Leadership

Tout en fournissant de l'aide au développement dans ces quatre domaines, l'USAID demeure pleinement consciente du fait qu'une direction éclairée, forte et compétente est extrêmement importante pour parvenir au succès. Ce n'est que dans les pays qui possèdent des

dirigeants engagés que ces initiatives peuvent avoir prise et donner des résultats.

Le Mozambique en est un exemple frappant. Après avoir obtenu son indépendance du Portugal, ce pays d'Afrique de l'Est a connu l'une des guerres civiles les plus meurtrières du dernier quart du vingtième siècle. De deux à trois millions de personnes sont mortes de faim. De terribles atrocités ont été commises. Une décennie de politique économique marxiste n'a pas réussi à tirer le meilleur parti des riches terres agricoles et des importantes ressources minérales du pays, faisant du Mozambique l'un des pays les plus pauvres du globe. Mais dans les années 1990, les combats ont cessé, une constitution et un régime démocratique dans lequel coexistent divers partis ont été adoptés et les programmes internationaux d'assistance ont commencé. En 2001, le Mozambique a connu, en un trimestre, un taux de croissance économique de 14%.

Le leadership est un élément fondamental de ce progrès. Le premier ministre, Pascoal Manuel Mocumbi, est très fier d'avoir créé un climat politique permettant aux investissements de se multiplier. Des régions qui avaient connu la famine durant la guerre civile exportent à présent des produits alimentaires grâce aux programmes agricoles de l'USAID. M. Mocumbi s'intéresse vivement à l'agriculture et les membres de son gouvernement sont, à ma connaissance, parmi les plus compétents que l'on puisse trouver dans un pays en voie de développement. Ils ont créé un climat politique propice et attiré des capitaux nécessaires pour faire fond sur les bases qu'ils ont posées.

Secteur privé

Le modèle d'aide extérieure au développement a évolué en même temps qu'une autre tendance économique, au cours des décennies récentes. En 1969, 70% de tous les transferts de capitaux américains au monde en voie de développement se faisaient sous forme d'aide extérieure. A l'heure actuelle, 20% seulement des capitaux américains destinés aux pays en voie de développement proviennent de l'aide officielle au développement et 80% émanent du secteur privé – fondations, organisations non gouvernementales (ONG), universités et, pour une très large part, entreprises privées. Le rapport est l'inverse de ce qu'il était il y a trente ans.

La politique américaine d'aide à l'étranger doit évoluer en fonction de cette tendance. Dans le cadre d'une initiative appelée la « Global Development Alliance » (Alliance

pour le développement mondial), ces organisations forment un partenariat avec le gouvernement américain pour aider les pays en voie de développement à s'orienter vers le développement durable. Un tiers du budget de l'USAID est consacré au monde en voie de développement par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales internationales et américaines. Un autre tiers est distribué par des universités, des associations privées et des organisations non gouvernementales locales. Le dernier tiers est déboursé par le secteur privé.

Avec ces partenaires, l'USAID crée des alliances permettant d'atteindre des objectifs précis de développement, faisant concorder nos ressources avec les leurs pour atteindre ces objectifs. Nous nous sommes joints à un fabricant de logiciels pour donner au monde en voie de développement accès à l'internet et faciliter la formation informatique dans les pays en développement. Dans le cadre d'autres partenariats, des sociétés collaborent avec l'USAID pour aider les gouvernements à élaborer une réglementation frappant l'exploitation illégale des forêts et le déboisement, d'une manière qui préservera les ressources écologiques du pays tout en autorisant une exploitation judicieuse des ressources forestières.

L'obligation de rendre des comptes

Les résultats obtenus au cours de ces dernières décennies grâce à l'aide extérieure des Etats-Unis et des autres pays industrialisés sont impressionnants. Les taux de mortalité des nourrissons et des enfants ont été réduits de moitié dans le monde en voie de développement. Les conditions sanitaires ont été davantage améliorées, durant les 50 dernières années, qu'elles ne l'avaient été dans toute l'histoire de l'humanité. La variole a été éradiquée, la poliomyélite a pratiquement disparu.

Pour continuer à jouir du soutien de ces programmes bénéfiques sur le plan intérieur, l'USAID doit veiller à ce qu'on lui rende compte de l'utilisation de cette aide et des résultats obtenus grâce aux projets qu'elle finance. Nos programmes axés sur les réformes politiques doivent répondre à certains critères d'équilibre budgétaire, respecter des normes macro-économiques et enrayer l'inflation. Nous collaborons avec les gouvernements locaux pour atteindre ces objectifs chaque année. Les 71 programmes que l'USAID a mis en œuvre dans des pays étrangers sont évalués en fonction d'indicateurs d'efficacité qui établissent des objectifs permettant de mesurer les résultats obtenus comme le progrès de l'alphabétisation, la baisse de la mortalité infantile et l'accroissement des taux d'immunisation.

Les Américains sont mus par des sentiments humanitaires qui les poussent à chercher à améliorer la qualité de la vie dans les pays défavorisés. Ils savent aussi que c'est lorsque l'aide a cessé d'être indispensable qu'elle donne les meilleurs résultats. Le meilleur service que les Etats-Unis puissent rendre aux pays en voie de développement, c'est de les aider à atteindre l'autosuffisance et un développement durable.

ANALYSE

Perspectives sur le développement

Dans l'article qui suit, fondé sur des échanges de vues oraux et écrits, trois spécialistes exposent leurs vues sur les idées qui ont cours dans le monde sur les stratégies de développement et ils indiquent ce qu'ils attendent du Sommet mondial sur le développement durable qui se tiendra du 26 août au 4 septembre prochains à Johannesburg (Afrique du Sud). Le rédacteur en chef de Dossiers mondiaux, William Peters, qui avait réuni le groupe, animait la discussion.

Calestous Juma est directeur des programmes pour la science, la technologie et les innovations au Centre du développement international de l'Ecole d'administration de l'université Harvard. Il est récemment devenu chancelier de l'université du Guyana.

Le professeur Simon Tay est président de l'Institut des affaires internationales de Singapour ; il enseigne le droit international à l'université nationale de Singapour et sert son troisième mandat au Parlement de Singapour.

Patrick Mendis est associé à l'Association américaine pour le progrès de la science et assistant spécial du secrétaire d'Etat adjoint aux affaires éducationnelles et culturelles. Il s'est aussi occupé des questions liées au développement aux Nations unies, à la Banque mondiale et au département d'Etat américain.

Les opinions exprimées ci-dessous sont personnelles et ne sont censées refléter ni les vues des institutions auxquelles les participants sont associés ni celles du gouvernement américain.)

M. Peters: Il me semble que nous définissons et redéfinissons sans cesse notre conception du développement durable et les modèles qui caractérisent nos approches respectives. Pourriez-vous nous donner

votre point de vue sur la question, professeur Tay?

M. Tay : Votre remarque est juste. Nous sommes passés d'une phase initiale de décollage du développement centrée sur un grand projet – une entreprise parfois coûteuse et sans grande utilité – à un modèle économique général, puis à une approche structurelle axée sur le PIB (produit intérieur brut) par habitant. Mais c'est le Rapport du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) sur le développement humain et le concept de développement durable qui a modifié de façon importante nos idées actuelles sur le développement.

Les idées sur les éléments clés du développement ont, elles aussi, été largement révisées. Au début de la crise économique asiatique, en 1997, on a commencé à chercher de nouveaux modèles et de nouveaux moteurs de croissance, au-delà des apports de capitaux et des exportations en faveur du développement. Nous examinons maintenant des choses comme l'innovation, l'utilisation de la technologie, les marques et le design, et les moyens de rattacher ces éléments à des biens divers et au travail à forte intensité de main-d'œuvre qui continue à être nécessaire dans de nombreux pays en voie de développement.

M. Mendis : Calestous, pouvez-vous nous parler du développement vu sous l'angle africain?

M. Juma : Je constate l'accent mis sur les innovations technologiques et institutionnelles. La dernière décennie s'est caractérisée, en Afrique, par des efforts visant la stabilisation de la situation macro-économique et la démocratisation.

La prochaine phase devrait consister à jeter un regard critique sur la façon d'encourager la reprise économique. Cela exigera deux approches complémentaires.

Primo, les nouvelles politiques devront accorder une attention particulière au rôle de l'innovation technologique, notamment pour favoriser la productivité dans tous les secteurs. Ces initiatives devraient être stimulées par la nécessité de participer à l'économie mondiale et de satisfaire les besoins humains. Une telle stratégie exigera des investissements plus importants dans le développement des ressources humaines, principalement dans l'enseignement scientifique et technique, une importance particulière étant accordée à la biologie.

La seconde partie portera sur les innovations institutionnelles qui permettront à la science et à la technologie de contribuer au développement durable. Le rôle des universités revêt une importance particulière dans ce domaine. Elles devraient développer l'esprit d'entreprise dans les milieux d'affaires, la conservation des ressources et le secteur social.

A l'heure actuelle, ces institutions continuent à former du personnel pour l'administration publique et elles manquent du dynamisme nécessaire pour pouvoir servir de moteurs au développement durable. On a grand besoin de nouveaux modèles éducationnels en Afrique, et il faut créer d'urgence une nouvelle génération d'établissements d'enseignement supérieur alliant la recherche, la formation et l'utilité.

M. Peters : En dépit de ces changements, pensez-vous qu'il existe des gens qui restent attachés aux vieux modèles du processus de développement?

M. Tay : Cela ne fait aucun doute. Leur conception du développement des ressources humaines est, à la base, très centrée sur les Nations unies. C'est un point de vue qu'ont abandonné un grand nombre de gens dans les secteurs privé et public.

M. Juma : En Afrique, les décideurs et les universitaires ont encore l'esprit dominé par une ancienne conception du monde. Trop peu d'institutions s'intéressent à l'élaboration de nouvelles orientations pour le continent. Le domaine des réflexions stratégiques et de l'analyse politique est l'un des moins développés qui soient en Afrique. Le sens des affaires est toujours considéré comme une aptitude professionnelle et non comme un art. De ce fait, il n'y a pas assez d'écoles de commerce qui apprennent aux gens à transformer les idées en produits et services.

L'Afrique doit sincèrement chercher à réinventer ses institutions, et notamment à redéfinir plus clairement les nouveaux rôles du secteur public. Le gouvernement a une importante contribution à apporter dans la création des marchés, et le dégraissage aveugle des services gouvernementaux n'a pas aidé le continent. Ce n'est pas la taille du gouvernement qui compte, ce sont ses fonctions et la qualité de son personnel. Ceux qui s'intéressent à une bonne gestion des affaires publiques doivent y ajouter une bonne diplomatie qui utilise l'assistance internationale pour créer une nouvelle culture de cadres.

M. Peters : Pour bien des gens, le développement durable se rapporte à l'environnement, mais vous en parlez sous un angle différent. Quelle est l'origine du terme « développement durable » ? Provient-il du Sommet de la Terre à Rio ?

M. Tay : Rendons à César ce qui appartient à César. Ce terme avait déjà été utilisé dans certains cercles bien avant Rio et même avant la publication du Rapport Brundtland (1).

Mais, à mon avis, c'est le Rapport Brundtland qui l'a vraiment fait connaître. Ensuite, la déclaration de Rio de 1992 et les documents associés au sommet l'ont fait adopter par les gouvernements. A mon avis toutefois, le développement durable demeure essentiellement une vision. Nous ne possédons toujours pas de définition exacte de ce que nous entendons par ce terme. Et, dans un certain sens, cela continue à causer des problèmes en raison des compromis inhérents à cette définition.

En fait, il y avait déjà eu des réunions mondiales avant Rio, mais je pense que c'est ce sommet qui a rassemblé le plus grand nombre de dirigeants. Quand on réunit tant de personnes, avec toute la publicité qui entoure un tel événement, on adopte un terme emprunté au petit cercle de professeurs, de spécialistes de la question, et on l'introduit dans le domaine public. Et c'est ce qui s'est passé selon moi. Mais comme je viens de le dire, si le terme est utilisé, son contenu continue néanmoins à être débattu.

Je pense qu'il est très contesté. Bien souvent, quand on parle du développement durable, en Asie et ailleurs, l'accent est mis essentiellement sur le développement. J'entends même des gens parler de croissance durable ou soutenue, comme si c'était la même chose, ce qui est faux.

Je crois que l'idée de développement exige qu'on aille au-delà de l'idée du PIB par habitant et qu'on s'interroge réellement sur le véritable objectif du développement, sur tout ce qu'on essaie de faire. Veut-on rendre les gens riches ? Mettre plus d'argent dans leurs poches ? Ou cet argent est-il censé être un moyen d'accomplir autre chose ?

A mes yeux, c'est dans ce sens – en associant l'idée de liberté au développement – qu'on parle aussi de la façon dont le développement est censé être durable. Je pense que nous laissons entrevoir une sorte de cercle vertueux : un militantisme en faveur du développement qui inclut les

petites gens, les femmes, les enfants, les gens sans instruction, les pauvres des zones rurales. Ces derniers auraient accès aux ressources du développement, y compris aux ressources naturelles, et œuvreraient ensuite par l'intermédiaire des institutions de développement, des gouvernements mais aussi du marché, du secteur privé, de tous ces facteurs. Et tout cela forme un cercle vertueux.

C'est exaltant. Evidemment, cela veut dire aussi que notre conception du développement durable doit englober bien d'autres pays, continents et sociétés et ne pas se limiter à l'OCDE (Organisation de coopération et de développements économiques).

M. Peters : Je suis très intrigué par l'expression « cercle vertueux ». Qu'entend-on par là ?

M. Mendis : On l'utilise par opposition au « cercle vicieux de la pauvreté ». L'expression est préférable aux « trois piliers du développement humain » – croissance économique, progrès social et protection de l'environnement – que proposait le PNUD. Ces piliers sont mesurés en fonction du niveau de revenu par habitant, en termes de parité du pouvoir d'achat, d'espérance de vie et de taux d'alphabétisation, en tant qu'éléments des indices du développement humain.

M. Peters : Ainsi, le nouveau concept de développement durable va au-delà du revenu par habitant et des statistiques économiques ?

M. Tay : Oui. Il faut comprendre que le développement durable doit également être un objectif social. On doit adopter une approche plus inclusive pour les bénéficiaires du processus de développement.

M. Juma : Il existe de solides arguments en faveur de la nécessité de rechercher « la croissance dans l'équité ». Le concept de développement durable énoncé dans le Rapport Brundtland insiste particulièrement sur ce point. Mais il reste encore du travail à faire pour comprendre comment y parvenir.

Je me risquerai à suggérer que le point de départ le plus important ne soit pas la redistribution de la richesse en tant que telle mais la redistribution des capacités humaines grâce à la fourniture d'un enseignement de qualité, en particulier dans les domaines techniques, à un segment plus important de la population et notamment aux femmes. Par exemple l'idée de faire participer les femmes à la science et à la technologie est à l'heure

actuelle un poncif qui doit se traduire par de véritables programmes.

M. Mendis : Je suis de cet avis. Cela vaut non seulement pour les femmes mais aussi pour les minorités insuffisamment représentées.

Dans l'histoire du développement, nous sommes passés du développement de l'infrastructure des institutions de Bretton Woods, dans les années 1960, au développement rural intégré des années 1970 ; puis, dans les années 1980, le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale ont élaboré un programme différent qui a mené à l'ouverture des économies des pays en voie de développement grâce aux Programmes d'ajustement structurel (PAJ). Nous sommes maintenant dans la phase suivante, entamée au début des années 1990 avec le Rapport du PNUD sur le développement humain qui a capté l'esprit du développement durable avec la convergence de la communauté écologique et le PNUE (Programme des nations unies pour l'environnement).

Le problème est de savoir comment, dans une économie ouverte stimulée par le marché, intégrer tous ces éléments à un modèle mondial d'administration publique, de transparence, d'ouverture et l'Etat de droit.

Professeur Tay, pouvez-vous développer ce point de vue en vous basant sur vos observations personnelles en Asie ?

M. Tay : Ce que je dis, c'est que ce ne sont pas seulement nos concepts qui ont changé mais aussi les moteurs et les bénéficiaires du développement. Précédemment, les protagonistes étaient avant tout les gouvernements bailleurs de fonds. Nous voyons maintenant que, si les gouvernements ont manifestement un rôle à jouer, la participation du secteur privé – et j'entends par-là non seulement les grosses multinationales mais un secteur privé dynamique comprenant des sociétés locales, les petites et moyennes entreprises ainsi que les investissements étrangers directs – n'en est pas moins indispensable pour fournir les ressources nécessaires au développement, et donner un enjeu à tous les membres de la société.

M. Juma : J'estime en effet que la participation du secteur privé est le moyen le plus efficace de traduire les connaissances en produits et services.

Il est primordial que les gouvernements d'Afrique et des autres régions pauvres du monde trouvent le moyen de

faciliter l'émergence des entreprises privées. Les universités, par exemple, devraient servir d'incubateurs aux entreprises. Elles devraient éduquer les entreprises comme elles éduquent leurs étudiants. Les cérémonies de remise des diplômes devraient rendre hommage à la fois aux étudiants et aux entreprises.

Les plans des milieux d'affaires et des responsables de la conservation des ressources devraient avoir la même importance que les dissertations. Les universités devraient prévoir des prêts et les professeurs devraient continuer à conseiller les étudiants dans leurs nouvelles entreprises ou activités de conservation des ressources. Les entreprises commerciales et sociétés spécialisées dans la conservation devraient s'allier aux universités pour créer un environnement régi par des règles sur le partage des bénéfices, la gestion des conflits d'intérêt et la promotion d'activités communes bénéfiques. Ce n'est qu'un exemple des dispositifs qui nous permettraient de mettre à profit les nouvelles parties prenantes.

M. Peters : J'aime cette idée de parties prenantes parce qu'elles sont manifestement considérées à la fois comme des ressources à exploiter et comme des bénéficiaires.

M. Tay : Effectivement, les parties prenantes sont aussi des bénéficiaires. L'un des principaux éléments nouveaux est ce rapport avec l'expression préoccupante de « mondialisation » Pour un grand nombre de gens, la mondialisation est obligatoirement un mal, non seulement pour le développement – le développement durable – mais aussi pour l'environnement.

Je ne pense pas que ce soit nécessairement le cas. J'estime qu'il est possible d'avoir des politiques adéquates et de les appliquer judicieusement de façon à tirer profit de la mondialisation. Singapour est un exemple de la façon dont on y est parvenu. L'ouverture à l'économie mondiale n'entraîne pas automatiquement la destruction de la société ou de l'environnement local.

M. Juma : La mondialisation inquiète. Cela est dû en partie au fait que de nombreux pays en voie de développement n'y participent pas, ce qui est certainement le cas des pays africains. S'il en est ainsi, c'est en partie parce qu'ils sont depuis trop longtemps tributaires des exportations de matières premières et non pas de produits finis. Leur capacité technologique reste faible, si bien qu'ils ne sont guère concurrentiels.

Nous devons trouver des moyens d'appuyer ces

économies et d'encourager la créativité et l'innovation en leur donnant une chance d'accéder au marché mondial. Il est donc important d'appliquer, par les voies bilatérales et multilatérales appropriées, les clauses sur le transfert de technologie dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC (Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce). Plus ces pays participeront à l'économie mondiale en tant qu'exportateurs de produits industriels et plus la mondialisation leur profitera.

L'Afrique est à un tournant. Les vieux ordres ne donnent guère de résultats mais les nouveaux ne sont pas encore nés. Pour moi, cette situation offre une possibilité unique de réinvention; c'est peut-être la plus belle occasion qui se soit jamais présentée au continent.

C'est également une période importante de rééducation pour les pays industrialisés. L'orgueil démesuré qui a guidé la politique internationale de développement pendant les périodes coloniale et post-coloniale devrait céder la place à de nouvelles idées, en particulier à celles qui viennent d'Afrique même. La diversité du continent est en outre un atout qui permet une plus grande expérimentation et accroît les chances de succès. Nous devrions exploiter cette diversité au lieu de la condamner.

M. Tay: Je pense en effet que nous pouvons utiliser ces termes pour les populations de toutes les régions en voie de développement. Nous devons mettre fortement l'accent sur l'angle du développement humain de façon à donner à nos populations une raison de développer leurs capacités pour améliorer leur existence ainsi que les occasions et les moyens de saisir les possibilités de développement.

M. Peters: Il y a beaucoup à dire sur le développement des capacités quand on parle du développement durable. Cela consiste-t-il simplement à assurer l'instruction de la population? Parlons-nous du développement d'une série de compétences ou allons-nous au-delà?

M. Juma: J'utilise le terme «développement des capacités» pour signifier trois choses – le développement des ressources humaines, le développement des organisations et l'innovation institutionnelle. La première est essentielle parce que les individus constituent une part cruciale de l'évolution de la société. Mais il doit y avoir une interaction entre les individus.

C'est là que la diversité, la nature et le dynamisme des organisations deviennent importants. Ces éléments

fournissent au potentiel humain des moyens de se transformer en biens et services.

Puis vient le contexte institutionnel plus large qui comprend la réglementation, la routine et les procédures. C'est dans ces domaines que les structures de l'administration publique doivent être renforcées pour que les sociétés fonctionnent efficacement.

En définitive, les institutions remplissent cinq fonctions indispensables à l'évolution de la société: réduire l'incertitude en fournissant des informations et des connaissances; encourager l'adaptation et les améliorations; gérer les conflits; promouvoir la coopération; affecter les ressources et maintenir la continuité.

Le dynamisme des institutions est influencé principalement par l'interaction de la continuité et de l'adaptation. Cette approche montre que le développement des capacités est un thème plus complexe qu'on ne le dit généralement. Nous sommes parvenus à une phase où ce terme est banalisé et abaissé au niveau d'activités insignifiantes mettant en jeu les séminaires et ateliers. Et manifestement, il ne s'agit pas simplement d'éducation.

M. Tay: Mais la question de l'éducation est cruciale. Nous ne devons pas supposer que tous reçoivent l'instruction dont ils ont besoin. Si vous observez certaines écoles des pays en voie de développement, vous constaterez qu'elles sont débordées. Elles n'ont pas les moyens de faire face au nombre énorme de jeunes qui doivent être scolarisés.

Si vous examinez la qualité de l'éducation dans certains pays, vous risquez d'être très inquiets. Il n'y a pas d'argent pour l'enseignement technique ou professionnel, pour établir un laboratoire ou un atelier. Une partie du développement des capacités consiste, à mes yeux, à élaborer un processus d'éducation formelle et à faire en sorte qu'il aide les gens à trouver une place dans le monde. On trouve souvent des gens très instruits qui ne possèdent pas les capacités, l'expérience ou les compétences particulières dont le marché local a besoin ou qu'il souhaite.

M. Mendis. C'est vrai. Les gens instruits sont forcés de choisir: ou bien être réduits au chômage ou bien s'expatrier et contribuer ainsi à l'exode des cerveaux.

Leur désespoir les pousse parfois à devenir une force destructrice, comme nous l'avons constaté dans certains pays en voie de développement.

M. Tay : Ils représentent alors une perte pour leur pays, une perte temporaire peut-être, mais néanmoins une perte. Regardez ce qui se passe dans Silicon Valley, le nombre d'Asiatiques qui y travaillent ; cela vous amène à vous poser plusieurs questions : Pourquoi l'Asie n'a-t-elle pas sa propre Silicon Valley ? Pourquoi des gens qualifiés et instruits sont-ils obligés de venir aux Etats-Unis pour trouver des débouchés ? Nous pouvons en faire une richesse si nous appliquons des politiques judicieuses. Tous ces protagonistes doivent entrer en jeu pour que ces pays aient vraiment la capacité d'utiliser leur propre main-d'œuvre.

M. Juma : C'est un point important qui renforce la nécessité d'examiner d'un œil critique le genre d'éducation fournie par les pays et les débouchés que le gouvernement crée pour utiliser efficacement ces compétences.

Il y a des pays dans lesquels les universités mettent fortement l'accent sur la formation dans les sciences sociales en insistant sur la critique de la société. C'est ce que font les gens une fois qu'ils sont diplômés. Nous ne devrions donc pas nous étonner de voir ces pays rester dans un état permanent d'instabilité politique.

Mais je peux songer à cette forme différente de critique qu'est l'activité créatrice. Toute amélioration apportée à un produit existant est une forme de critique créatrice. Les brevets sont des déclarations sur les produits existants. Tout brevet montre que le travail peut être mieux fait, d'une meilleure façon. Ce genre de critique est également déstabilisant mais il s'agit de l'instabilité d'un marché innovateur, condition essentielle de la croissance.

C'est la leçon que nous avons tirée de la logique de destruction créatrice de Schumpeter (2). Nous voyons donc que les systèmes politiques et économiques ont besoin d'inventions.

M. Peters : Comment obtenez-vous les conditions favorables à ce genre de croissance dynamique ? Cela fait-il partie du rôle du gouvernement ou est-ce que cela va plus loin ?

M. Tay : J'estime que les gouvernements – en particulier ceux des pays en voie de développement – doivent

manifestement jouer un rôle important. Ils doivent évaluer quels sont leurs avantages concurrentiels, leurs niches éventuelles dans une économie mondialisée.

Il s'agit d'une politique qui restera beaucoup plus importante pour ces pays qu'elle ne l'a été pour les Etats-Unis, disons. J'espère qu'on n'en viendra pas à choisir des gagnants et à s'acoïner avec certaines compagnies, mais je pense que l'idée de trouver un secteur clé est importante. Si vous êtes en Inde méridionale, par exemple, vous bénéficiez d'un certain avantage dans les techniques de l'information : vous possédez l'infrastructure. Vous devez vous demander ce que vous pouvez en faire, ce que vous devez y ajouter.

Si vous êtes à Shanghai, quels sont les points forts que vous pouvez proposer ? Si vous êtes en Chine continentale, quels atouts pouvez-vous offrir ?

Ce sont là des questions que le gouvernement national et les gouvernements locaux doivent se poser quand ils songent au développement, au développement durable.

M. Juma : De nombreuses possibilités s'offrent, à mes yeux, quand on allie les progrès de la technologie de l'information à ceux de la génomique pour créer de nouvelles niches sur le marché aux pays en voie de développement, en particulier pour leur permettre d'exploiter leurs ressources naturelles. C'est une voie que nous devrions certainement explorer en Afrique. De telles possibilités existent dans la biotechnologie industrielle, environnementale, agricole et médicale.

M. Mendis : Mais il faudra de l'argent pour faire tout cela et, pour de nombreux spécialistes du développement, cela veut dire l'aide officielle au développement (AOD). Une vive controverse est en cours aux Etats-Unis sur la question de savoir si nous voulons promouvoir l'AOD ou le commerce ? Quel est votre point de vue sur la question ?

M. Tay : Je pense que le problème n'est pas de se demander si nous utilisons tout le temps l'AOD ou si nous comptons tout le temps sur le commerce. Le problème est plus complexe. En Chine, par exemple, la ville de Shanghai est très développée alors qu'on a un grand besoin d'AOD pour le développement rural.

J'ajouterai que nous devons nous demander jusqu'à quel point les pays industrialisés savent exactement combien ils donnent sous forme d'AOD. J'ai l'impression que les

Américains pensent qu'ils donnent, je ne sais pas, 5 % de leur PIB alors qu'en réalité, cette aide se situe entre 0,3 et 0,4 % du PIB.

M. Juma : Je pense que l'AOD devrait être restructurée de façon à encourager l'utilisation des ressources locales et le changement. Elle devrait servir de stimulant. Dans le passé, l'AOD était utilisée pour récompenser certaines prises de position dans le contexte de la guerre froide, mais cette époque est révolue.

Nous avons besoin de nouveaux modèles qui récompensent la créativité, d'approches qui encouragent une culture novatrice. L'AOD devrait financer les initiatives des institutions locales, les aider à prendre des risques, elle devrait être utilisée pour soutenir l'innovation et non les activités habituelles.

Et l'AOD devrait avant tout financer les activités à long terme. Il est plus utile de dépenser moins sur de longues périodes que de dépenser davantage sur de courtes périodes.

M. Tay : L'AOD a un important rôle à jouer et il faut faire davantage dans ce domaine. Mais on a assisté à un gaspillage honteux de cette aide, au financement de nombreux projets coûteux mais sans grande utilité, à beaucoup de corruption et de projets mal gérés, ce qui ne milite guère en faveur d'une augmentation de l'AOD.

Et nous devons porter nos regards au-delà de l'AOD. Les gouvernements peuvent accorder de l'AOD mais que peut faire le secteur privé? Bien souvent, les sociétés peuvent faire ce qui doit être fait; elles peuvent procéder à des investissements judicieux, former la population locale, transférer les connaissances, mettre à profit les techniques de commercialisation et aider à développer le commerce local – tout cela sans nuire au résultat final et tout en réalisant des bénéfices. Le développement peut aboutir à un bilan positif.

M. Juma : Ce qui compte, ce n'est peut-être pas l'ampleur de l'AOD mais sa nature, sa qualité et ses objectifs. C'est là-dessus que nous devons nous concentrer.

Pour l'Afrique, c'est dans le domaine de l'innovation institutionnelle que le fossé est le plus grand. C'est là que l'AOD devrait apporter sa contribution. Paradoxalement, les donateurs ont toujours hésité à soutenir le développement des institutions pour rester en faveur de projets. Il faut que cela change.

M. Mendis : Il ne s'agit pas d'un simple choix entre le commerce et l'AOD. Singapour a le niveau le plus élevé de développement en science et technologie, comparé aux autres pays voisins. Quelle importance accordez-vous aux droits de propriété intellectuelle pour encourager le développement économique?

M. Tay : Ce que je pense, c'est que Singapour a connu une transition. Comme de nombreux pays en voie de développement, nous étions dans le passé une sorte de paradis pour les pirates. On pouvait acheter des contrefaçons de montres de marque dans la rue, obtenir des logiciels gratuits quand on achetait un ordinateur. Mais je pense qu'à cause des pressions des Etats-Unis, qui sont notre plus gros partenaire commercial, et en raison de nos propres innovations et de la protection de notre propriété intellectuelle, la situation a changé du tout au tout.

M. Peters : Singapour s'intéresse donc de façon croissante à la protection des droits de propriété intellectuelle?

M. Tay : En effet. L'un des problèmes qui se posent, en matière de propriété intellectuelle, concerne les pays dans lesquels le développement futur de leurs ressources biologiques est très prometteur, comme dans certains des pays africains que M. Juma a mentionnés. Certaines dispositions dans ce domaine permettraient aux sociétés étrangères de transformer en propriété exclusive ce qui, autrement, constituerait une ressource pour une société locale ou une ressource de la communauté. Nous ne voulons pas légaliser la piraterie de la diversité biologique. Nous ne devrions pas permettre à une société étrangère de venir dans un pays, d'améliorer quelque peu un produit, de l'estampiller et de déclarer: « Cela nous appartient en exclusivité. »

Nous devons respecter les droits de la population ou de la communauté locale. C'est une controverse qui bat son plein en particulier ici, en Asie. Nous avons constaté des progrès avec la décision des compagnies pharmaceutiques d'accepter de baisser leurs prix pour les médicaments utilisés dans le traitement du VIH/sida. Cela me semble être le début de quelque chose de plus important.

M. Juma : Passons à la situation en Afrique. Je pense que les pays africains ont grandement besoin d'institutions chargées de la protection de la propriété intellectuelle. Mais leur but principal devrait être de promouvoir

l'activité créatrice, en plus de protéger les droits de propriété intellectuelle. Les objectifs de la loi kenyane sur la propriété industrielle adoptée en 1989 sont un bon exemple.

Les offices des brevets, qui cherchent à protéger les activités créatrices, aideront également ces sociétés à apprendre à utiliser des technologies déjà passées dans le domaine public. De cette façon, il s'exercera moins de pressions politiques négatives motivées par l'impact présumé de la protection des droits de propriété intellectuelle.

C'est au fur et à mesure que les pays feront des progrès dans le domaine des inventions et qu'ils acquerront leurs propres brevets qu'ils apprécieront l'importance de la protection de la propriété intellectuelle. Mais je déconseille l'utilisation d'une loi type dans tous les pays en voie de développement.

J'irai plus loin et j'ajouterai que chaque pays a besoin de lois et d'institutions distinctes qui encouragent l'innovation et s'inspirent du projet de loi qui est actuellement à l'examen au Brésil. En suivant cette voie, on adoptera une ligne de conduite conforme aux résultats de la réunion ministérielle de l'OMC tenue à Doha en 2001 au sujet des transferts de technologie.

M. Peters: La réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Doha a été considérée comme un important succès. Quelles sont, d'après vous, les chances que le Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable soit considéré sous un jour aussi favorable?

M. Tay: A vrai dire, j'ignore quel en sera le résultat. Je ne suis pas optimiste sur les chances d'un résultat très positif. Ce que j'espère, c'est que nous assisterons à la décision des pays industrialisés de réexaminer ce que j'appellerai de vraies occasions, d'offrir aux pays en voie de développement des possibilités réelles de développer leurs capacités techniques et financières et de les aider à résoudre leurs problèmes intérieurs et internationaux.

Nous avons également besoin de prendre des mesures pratiques, par exemple encourager davantage de convergence et de coordination entre les institutions internationales. Car l'un des principaux problèmes vient du fait que, lorsque nous parlons du développement durable de l'environnement, nous élargissons le concept, tant celui de l'environnement à protéger que l'idée même

de développement.

M. Juma: Le sommet sur le développement durable devrait avoir trois résultats principaux. Primo, il devrait donner lieu à une courte déclaration confirmant le concept de «développement durable» en tant que thème principal pour faire progresser les objectifs des Nations unies. Et cette déclaration devrait faire fond sur le langage de la Déclaration du millénaire.

Secundo, on devrait prendre la ferme décision de renforcer l'administration du développement durable aux Nations unies. Ceci pourrait consister à reconnaître le Conseil économique et social en tant que conseil du développement durable, le Département des affaires économiques et sociales servant de département du développement durable. Les conventions sur le développement durable devraient être directement liées au département du développement durable. Les divers programmes et fonds de l'ONU devraient relever du Conseil du développement durable.

La Commission des Nations unies sur la science et la technologie au service du développement devrait être renforcée et on devrait adopter des mesures en faveur de conseils effectifs sur la science et la technologie en ce qui concerne le développement durable.

Les commissions économiques régionales devraient assumer le rôle logique de commissions régionales du développement durable et être dotées de structures analogues à celles du département du développement durable. Elles devraient en outre fournir des rapports sur le développement durable.

Enfin, le secrétaire général adjoint de l'ONU devrait être chargé de la coordination des travaux avec la direction d'organisations telles que l'OMC, le FMI et la Banque mondiale.

Ces propositions permettraient de renforcer la gestion du développement durable sans qu'il soit besoin de créer de nouvelles structures. Ces organisations auront peut-être besoin de ressources humaines supplémentaires mais l'ONU est suffisamment diverse pour s'adapter aux nouvelles circonstances sans exiger la création de nouvelles organisations. Ceci devrait aussi mettre un terme aux revendications futiles en faveur d'une nouvelle Organisation mondiale de l'environnement pour résoudre les questions écologiques.

La dernière série de résultats devrait mettre l'accent sur les alliances ou partenariats en faveur du développement durable et le sommet de Johannesburg servirait donc de tribune pour l'acquisition de connaissances sur le développement durable mondial. En somme, le Sommet sur le développement durable devrait ressembler à un hybride de l'Assemblée générale des Nations unies et du Forum économique mondial.

M. Mendis: Plusieurs tentatives ont été faites pour accroître la coordination entre les organisations internationales telles que le PNUE et l'OMC afin d'établir des liens entre l'environnement, le développement et le commerce, notamment avec la Commission de l'OMC sur le commerce et l'environnement.

M. Tay: Mais qui est l'organisme responsable? L'OMC refuse presque ouvertement de parler de façon concrète du développement durable. Elle se considère comme une organisation commerciale. Le FMI, la Banque mondiale sont des institutions de développement. Puis nous avons les organisations qui s'occupent de l'environnement.

Ce sont donc toutes ces institutions – et non pas un gouvernement donné – qui devront dialoguer davantage entre elles, et celles qui sont considérablement plus faibles, comme le PNUE et l'Organisation internationale du travail (OIT), auront peut-être besoin d'être renforcées pour siéger dans les forums où ces questions internationales plus importantes sont discutées.

M. Peters: Pensez-vous que la définition d'un équilibre entre ces organisations incombe à l'ensemble des protagonistes internationaux ou est-ce une responsabilité qui incombe aux pays et aux intervenants locaux?

M. Tay: Une aide extérieure est nécessaire mais les protagonistes devraient être nationaux et locaux. L'assistance des pays développés et des institutions internationales a un rôle à jouer. Autrement, nous compterions trop sur des gens qui possèdent trop peu. Les ressources des pays en voie de développement ne sont pas abondantes, elles sont maigres.

Si nous voulons mettre l'accent, avec les organisations internationales, sur le commerce et la mondialisation dont nous parlons sans cesse, ces dernières doivent avoir la structure adéquate pour prendre ces initiatives au niveau national.

M. Juma: Les discussions sur la coopération entre les

diverses agences sont souvent inopportunes. Ces organisations doivent faire davantage pour s'acquitter de leur mandat avant de trouver des moyens valables de coopération.

Le PNUE, par exemple, n'a pas fait suffisamment pour aider à mettre au point les normes et critères susceptibles de contribuer au renforcement des travaux sur les régimes du commerce. Sa préoccupation actuelle avec la gouvernance ne remplace pas le travail urgent qui doit être fait au niveau technique.

En fait, les questions techniques telles que les normes sont de puissants outils de gestion. C'est l'une des raisons pour lesquelles les marchés s'organisent eux-mêmes. Ils le font par l'intermédiaire de vastes réseaux de normes qui guident le comportement des sociétés. C'est à cela que se réfèrent de nombreuses personnes quand elles parlent de «règles du jeu». Le PNUE doit faire davantage dans ce domaine, de même que les conventions multilatérales sur l'environnement et le développement durable

De son côté, l'OMC doit faire davantage dans le cadre de sa Commission sur le commerce et le développement.

C'est grâce au renforcement des efforts de ces institutions que nous découvrirons de nouveaux domaines de coopération et que nous arriverons à créer un environnement institutionnel international plus stable et plus robuste. La gestion mondiale du développement durable sera renforcée par de telles réorganisations et non par des approches surannées qui mettent l'accent sur les conflits et la juxtaposition du commerce et de l'environnement.

Les discussions sur le développement durable sont parfois futiles et pénibles. Nous devons définir nos domaines d'action, comme nous l'avons fait au cours de cette conversation.

Je pense que le tournant décisif est contenu dans le Rapport Brundtland, en particulier dans son accent sur la reprise de la croissance et la nécessité de repenser sa qualité et son orientation. Ce qui est particulièrement important dans ce cas, c'est l'accent sur l'ingéniosité humaine telle qu'elle se manifeste dans les innovations technologiques et institutionnelles. C'est l'élément le plus durable du Rapport Brundtland et ce qui a fait défaut dans la suite donnée à la Conférence de Rio. C'est sur ce legs que le sommet de Johannesburg devrait faire fond.

Des pays comme les Etats-Unis récompensent l'innovation et la créativité et jouent un rôle de premier plan dans le monde de la science et de la technologie ; ils sont mieux placés que les autres pour contribuer de façon importante à l'amélioration de la condition humaine dans le monde en voie de développement.

Nous entrons dans ce que nous pourrions appeler le développement basé sur l'innovation, une ère dans laquelle les Etats-Unis et les autres pays industrialisés bénéficient d'un avantage concurrentiel sur les autres. L'innovation technologique et institutionnelle devrait devenir le creuset de la politique internationale des Etats-Unis en matière de développement. De nombreux pays évoluent également dans ce sens et ils peuvent tirer profit du rôle de premier plan des Etats-Unis.

(1) Le Rapport Brundtland, également connu sous le titre « Notre avenir à tous », a influencé les idées mondiales sur la nécessité urgente d'un progrès en direction d'un développement économique durable qui n'épuiserait pas les ressources naturelles et ne nuirait pas à l'environnement. En 1987, un groupe international d'hommes politiques, de fonctionnaires et de spécialistes de l'environnement et du développement, présidé par la Norvégienne Gro Harlem Brundtland, a défini le développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Cette déclaration est devenue le fondement des idées sur le développement.

(2) Joseph Alois Schumpeter, 1883-1950, économiste américain né en Autriche.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des Etats-Unis.

Le développement durable

Enseignements et enjeux

Frannie Léautier
Vice-présidente, Institut de la Banque mondiale

L'année dernière, la Banque mondiale a octroyé à plus d'une centaine de pays en développement des prêts d'une valeur totale de plus de 17 milliards de dollars, et ce principalement dans le but de lutter contre la pauvreté. Partant du principe que le savoir engendre la compétence et que le renforcement de la compétence débouche sur la croissance, la sécurité et l'émancipation des pauvres, la Banque consacre une grande partie de sa mission à encourager l'apprentissage ainsi que le partage des connaissances. Pour diffuser au maximum les connaissances et l'instruction, elle fait appel à diverses techniques nouvelles, tels les réseaux électroniques mondiaux du savoir et le télé-enseignement, ce qui a pour effet d'améliorer la qualité de la vie et de faire reculer la pauvreté dans le monde entier.

Le développement durable constitue la clé de voûte de la mission de la Banque lorsqu'il s'agit de faire reculer la pauvreté. Des progrès ont été faits sur ce front au cours des dix dernières années à tel point que la pauvreté absolue a reculé de manière impressionnante alors même que les populations pauvres ont augmenté. Au cours des vingt dernières années, l'espérance de vie a augmenté de 20 ans et le nombre d'adultes qui savent lire et écrire a doublé. Pour autant, près de 3 milliards d'individus, soit près de la moitié de la population mondiale, ont moins de 2 dollars par jour pour vivre; l'eau potable et propre fait défaut à plus de 1,5 milliard de personnes; et au cours des 25 prochaines années, on prévoit que la planète comptera 2 milliards d'habitants en plus, principalement dans les pays pauvres.

Pour mener à bien sa mission de réduction de la pauvreté et son action en faveur du développement durable, la Banque mondiale est amenée à agir en dehors des frontières sectorielles classiques qui sont celles de l'environnement, de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, du développement social et de l'infrastructure. Notre conception du développement durable s'insère dans notre volonté de forger des relations de travail à long terme fondées sur la coopération tant avec nos partenaires des secteurs public et privé qu'avec la société civile, dans le souci de renforcer la compétence et d'aider nos clients à atteindre leurs objectifs en matière de développement durable.

Les objectifs internationaux de développement (MDG), énoncés lors du Sommet du millénaire, forment la trame de toutes nos démarches destinées à assurer le recul de la pauvreté et la pérennité du développement. Ces objectifs, qu'ont acceptés plus de 150 chefs d'Etat ou de gouvernement lors du Sommet du millénaire de l'ONU en l'an 2000, constituent les cibles mesurables dont nous avons besoin pour jauger collectivement les progrès réalisés à l'échelle mondiale dans la voie du relèvement du

niveau de vie. Notre programme de prêts et notre action sur le terrain de la politique générale seront au diapason de ces objectifs de développement.

Traduire les enseignements tirés et les expériences opérationnelles dans les politiques et la pratique

La Banque mondiale met à profit les leçons qu'elle tire de l'application de projets et de programmes axés sur la réduction de la pauvreté et le développement durable en vue d'approfondir son soutien aux pays en développement. Nous avons rehaussé l'efficacité de nos interventions par le biais de programmes d'aide aux pays qui présentent un caractère plus sélectif, plus participatif et mieux coordonné. L'une des plus grandes sources d'assistance au développement au monde, la Banque mondiale a octroyé l'année dernière à plus d'une centaine de pays en développement des prêts d'une valeur totale supérieure à 17 milliards de dollars, son principal objectif étant de faire reculer la pauvreté. Ce n'est que par le truchement du développement durable que cette forme d'assistance peut avoir de l'effet.

Aucune institution au monde ne donne plus de fonds aux programmes de santé et d'éducation et à la lutte mondiale contre le VIH/sida que la Banque mondiale. Depuis 1996, nous avons mis en route dans près d'une centaine de pays-clients plus de 600 programmes relatifs à la bonne gestion des affaires publiques et programmes de lutte contre la corruption. Depuis 1988, la Banque mondiale est devenue l'un des plus gros bailleurs de fonds internationaux à l'appui de projets axés sur la diversité biologique, et le portefeuille de nos projets visant des objectifs environnementaux s'élève à 16 milliards de dollars.

En sa qualité d'agence d'exécution du Fonds mondial pour l'environnement (FEM), la Banque mondiale entreprend des activités visant à protéger l'environnement à l'échelle planétaire et elle œuvre en étroite collaboration avec le FEM à l'appui de projets dans divers domaines, dont la conservation de la diversité biologique, le changement climatique, l'élimination progressive des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et la protection des eaux internationales. Dans le cadre de notre coopération avec le Fonds multilatéral aux fins d'application du protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, nous soutenons dans 20 pays des programmes qui ont pour objectif l'élimination progressive des substances nuisibles à l'ozone. Nous nous employons actuellement à insérer les priorités de la

Convention sur la diversité biologique, de la Convention-cadre sur le changement climatique et de la Convention sur la désertification dans le cadre de notre financement ordinaire des investissements.

Les stratégies de réduction de la pauvreté

La réalisation des objectifs de développement passe par l'application de stratégies efficaces de réduction de la pauvreté et de prêts axés sur le recul de la pauvreté. Nombre des enseignements tirés par les pays à ce sujet et en matière de développement durable sont intégrés aux documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). Le président de la Banque mondiale, M. James Wolfensohn, insistait récemment sur la nécessité que les DSRP « reposent sur la vaste participation et le consentement de la population, couvrent un vaste éventail de domaines, reflètent une stratégie à long terme, visent des résultats concrets et bénéficient de l'appui de partenaires extérieurs ». (Allocution prononcée à l'ouverture de la Conférence internationale sur les stratégies de réduction de la pauvreté, le 14 janvier 2002). Cette façon de concevoir la lutte contre la pauvreté tient compte non seulement du fait que le développement est un processus de grande envergure, holistique et à long terme, mais aussi du caractère multidimensionnel de la pauvreté.

Les stratégies de réduction de la pauvreté dont les pays sont eux-mêmes les artisans constituent la base de tous les prêts que consentent la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à des conditions favorables et celles de l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Huit pays ont fini d'élaborer leur premier DSRP et plus d'une quarantaine ont préparé des documents provisoires. Grâce à des partenariats avec la communauté des donateurs et le FMI, 24 pays très endettés recevront plus de 34 milliards de dollars au titre de l'allègement du service de la dette.

Apprentissage et renforcement des capacités

Le programme Action 21 qui a été adopté à l'issue du Sommet de la Terre à Rio, en 1992, souligne l'importance du renforcement des capacités dans la perspective du développement durable. La Banque mondiale est résolument acquise au double principe fondamental de la formation et du renforcement des capacités en vue de faire reculer la pauvreté et d'assurer un développement durable. Notre action consiste essentiellement à

promouvoir l'apprentissage, le partage des connaissances et de l'expérience ainsi que le renforcement des capacités tant des personnes que des institutions.

Apprendre, cela signifie entre autres qu'il faut tirer les leçons des réussites et des échecs, qu'il s'agisse des nôtres ou de ceux des autres. Le savoir engendre la compétence, et le renforcement de la compétence débouche sur la croissance, la sécurité et l'émancipation des pauvres. Nous avons appris que la meilleure façon d'accumuler les compétences, c'est de créer un environnement propice à l'épanouissement de ces connaissances locales qui contribuent au savoir général, un environnement au sein duquel les personnes peuvent mettre à profit l'expérience des uns et des autres et innover, un environnement qui encourage l'action et influence le changement. La clé de la pérennité du développement réside dans la capacité qu'a la société de résoudre les problèmes et de faire des innovations. Voilà ce que recouvre le processus d'apprentissage.

Pour appuyer les efforts que déploie la Banque mondiale en faveur de l'apprentissage et des connaissances, l'Institut de la Banque mondiale (WBI) s'emploie à renforcer les compétences, à créer des programmes d'apprentissage et à donner des conseils de politique générale sur des questions touchant directement à la réduction de la pauvreté et au développement durable. A l'heure actuelle, en coopération avec plus de 160 partenaires, le WBI parraine près de 600 programmes d'apprentissage qui concernent plus de 48 000 participants dans 150 pays.

Dans le cadre de ces partenariats, qui réunissent des instituts nationaux ainsi que des pays donateurs et le secteur privé, la Banque mondiale a recours à divers moyens techniques pour diffuser le savoir jusque dans les coins les plus reculés et les plus inaccessibles de la planète. Elle associe les contacts directs et la formation à distance par le biais de moyens d'information nouveaux et traditionnels, dont l'internet et les vidéoconférences.

Nous faisons des progrès, par exemple, lorsqu'il s'agit de combler le fossé numérique grâce à la création et à l'usage généralisé de réseaux électroniques mondiaux de connaissances et d'initiatives concernant la formation à distance, tel le Réseau mondial de formation pour le développement (GDLN). Les innovations de cette nature faciliteront considérablement la diffusion des connaissances et de l'apprentissage, ce qui aura un effet positif sur le développement durable, clé de

l'amélioration du niveau de vie et du recul de la pauvreté dans le monde entier.

Les clients du WBI mettent à profit les connaissances et les occasions d'apprendre qui leur sont offertes pour opérer de sérieux changements dans leur pays. Un haut responsable de l'Etat du Chiapas, au Mexique, qui a suivi une série de cours sur la lutte contre la corruption, a mis sur pied un programme de ce genre à son retour dans son pays. Les changements qu'il a institués se sont traduits par une augmentation de 64% des recettes perçues par le Chiapas.

La participation de la Banque mondiale au Sommet mondial de Johannesburg

La Banque mondiale prend une part active aux préparatifs du Sommet mondial sur le développement durable, qui doit avoir lieu du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg. Comme le disait récemment M. Ian Johnson, le vice-président de la Banque pour le Réseau du développement écologiquement et socialement durable (ESSD), lors d'une réunion préparatoire du Sommet mondial : « Depuis le Sommet de la Terre de Rio, en 1992, la Banque mondiale a considérablement changé sa façon de concevoir le développement durable. Nous avons réorienté notre action à l'égard de la pauvreté dans un souci de plus grande précision, élargi la portée de notre appui aux services sociaux, à la croissance équitable et généralisée, à la bonne gestion des affaires publiques et à l'insertion sociale, et nous intégrons à nos efforts de développement des considérations liées à la parité entre les sexes et à l'environnement. »

Alors qu'elle se prépare à la tenue du Sommet de Johannesburg, la Banque mondiale :

- ♦ appuie le processus mis en branle par l'ONU et participe pleinement aux réunions préparatoires qui sont organisées à l'échelon tant régional que mondial en perspective du sommet ;
- ♦ se rallie au principe de la réduction de la pauvreté sur lequel reposent les programmes en faveur du développement durable ;
- ♦ soutient résolument le principe de l'alignement des objectifs du sommet aux MDG ;
- ♦ souhaite le relèvement de l'aide au développement à l'étranger, la mobilisation accrue des ressources

intérieures et l'élargissement de l'accès au marché;

- ❖ exhorte à l'adoption, dans les comptes nationaux, d'une rubrique réservée au développement durable.

La Banque mondiale se prépare en vue du Sommet de Johannesburg. Le rapport 2002/2003 sur le développement dans le monde, qui paraîtra en anglais sous le titre «Sustainable Development with a Dynamic Economy: Growth, Poverty, Social Cohesion, and the Environment», contribuera à l'établissement d'une conception intégrée du développement durable. En outre, nous travaillons actuellement à l'analyse d'un certain nombre de questions thématiques de base: financement du développement durable par des moyens novateurs, recherche des liens entre pauvreté et dégradation de l'environnement, établissement de comptes verts et évaluation de notre action en faveur de la réalisation du Programme Action 21.

Les enjeux de l'avenir

Nous avons des défis considérables à relever pour résorber la pauvreté dans le monde et améliorer la qualité de la vie des habitants de la planète. Nous devons continuer d'intégrer à notre action en faveur du développement les enseignements que nous tirons au fil du temps. Il nous faut aussi exploiter le partage des connaissances et des expériences de manière à en décupler les effets et à en élargir la portée. La nature et l'ampleur des tâches difficiles qui nous attendent varieront en fonction du contexte régional, national et local.

C'est en grande partie au travail fourni à l'échelon local que nous devons les résultats de notre action. Nos partenaires dans les pays-clients jouent de plus en plus souvent un rôle important pour veiller à ce que les programmes tiennent compte de la culture et des conditions sociales de la collectivité servie. De même, nos relations de travail avec nos partenaires contribuent au renforcement à long terme des capacités locales.

A l'échelon mondial, la Banque mondiale continuera d'œuvrer en liaison avec les gouvernements, la société civile, les organisations multilatérales et le secteur privé. Comme l'a dit M. Ian Johnson, «En allant de l'avant, nous devons viser à augmenter le rendement de nos activités en travaillant à une échelle compatible avec les enjeux du développement. Et pour être véritablement efficaces, il nous faut œuvre de concert.»

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des Etats-Unis.

Un architecte écologiste célèbre l'abondance, les usines vertes et la prochaine révolution industrielle

Selon William McDonough,
créateur-dessinateur de renommée
internationale et seul particulier qui ait
reçu le Prix présidentiel du
développement durable en 1996, tout
– depuis les véhicules jusqu'aux
centres urbains – peut être conçu de
manière à ne jamais polluer.

Le cabinet d'architecture William McDonough & Associates a conçu des campus industriels pour Nike Europe et the Gap Incorporated et a construit une usine pour le fabricant de meubles Herman Miller. A Oberlin College, dans l'Etat de l'Ohio, McDonough & Associates a créé un centre d'études environnementales qui purifie son eau et qui fonctionne sur le principe qu'un bâtiment peut produire plus d'énergie qu'il n'en consomme. En 1999, le cabinet a conclu un accord avec la Ford Motor Company pour dessiner les nouveaux plans de son immense usine de River Rouge, à Dearborn (Michigan), vieille de 80 ans. Il s'agit là d'une restauration industrielle et environnementale des plus ambitieuses, la première en son genre, qui exigera 20 ans de travaux. En 1995, l'architecte s'est associé au chimiste allemand Michael Braungart pour former une entreprise, dénommée McDonough Braungart Design Chemistry, qui se spécialise dans les matériaux de construction respectueux de l'environnement et qui travaille avec des clients tels que Nike, Ford, BASF et BP pour lancer ce que William McDonough appelle « la prochaine révolution industrielle ». Jim Fuller, rédacteur attaché aux Dossiers mondiaux, a interviewé M. McDonough.

Question : Votre cabinet souligne le fait que la croissance est possible sans polluer l'environnement. Pourriez-vous nous donner des détails?

Réponse : Nous voulons suivre les lois de la nature, et dans ce contexte, la croissance est une bonne chose. Un arbre qui pousse, c'est une bonne chose. Un enfant qui grandit, c'est une bonne chose. Et néanmoins, les êtres humains s'inquiètent et considèrent que la croissance est un phénomène négatif. Cela provient de ce que la plupart des choses que les humains produisent actuellement présentent des problèmes; c'est le cas notamment de l'asphalte. Les entreprises déclarent que la croissance est nécessaire pour maintenir le commerce, alors que les écologistes disent qu'il faut arrêter la croissance parce qu'elle détruit la Terre. Et c'est parce que la croissance

n'est pas conforme aux lois de la nature. Mais qu'en serait-il si la croissance était positive? Qu'en serait-il si les usines de textiles purifiaient l'eau et produisaient de l'oxygène? La question n'est pas de savoir si l'on veut ou non la croissance. La question est de savoir ce que l'on veut développer. Voulez-vous les maladies ou la santé? La pauvreté ou la prospérité? Comme le fait remarquer Michael Braungart, pour chaque cas de leucémie, nous créons environ neuf emplois. Est-ce cela notre programme de création d'emplois?

Pour nous, il ne s'agit pas de choisir entre ce qui est mauvais et ce qui l'est moins: nous voulons tout simplement créer de bonnes choses dont les gens et la nature pourront bénéficier. Nous voulons être fabuleux en tout, fabuleux aux plans social, économique et écologique. Nous ne cherchons pas à voir adopter des règlements officiels plus stricts. Pour nous, un règlement est l'indication d'un défaut quelconque au niveau de la mise au point. Nous pensons que tout, depuis les véhicules et les ordinateurs jusqu'aux centres urbains, peut être conçu de manière à ne jamais polluer. Nous ne voulons pas minimiser les déchets: nous voulons éliminer le concept de déchets. Imaginez une usine automobile qui serait alimentée à 100% par l'énergie solaire ou même qui produirait de l'énergie supplémentaire. Imaginez des usines qui n'auraient pas besoin de traitement des déchets liquides parce qu'elles recycleraient et assainiraient leurs eaux constamment. Donc, nous célébrons une croissance positive qui suit les lois de la nature. C'est là notre principe stratégique fondamental.

Q: Comment vos principes sont-ils appliqués dans votre plan de transformation des installations vieillissantes de Ford à River Rouge pour en faire un modèle d'usine moderne non délétère pour l'environnement?

R: L'usine de River Rouge a été la première installation industrielle de très grande envergure à intégration verticale. Elle était considérée comme étant à la pointe du progrès quand Henry Ford a introduit la technologie du travail à la chaîne en 1927. C'était en quelque sorte le point de départ de la révolution industrielle. Le minerai de fer et le charbon entraient à un bout et il sortait des automobiles à l'autre bout. Il y entrait des matières premières, il en sortait des produits manufacturés. Avec 440 hectares, c'était l'un des plus grands sites industriels américains du début du XX^e siècle. Cinquante ans plus tard, le complexe était devenu en grande partie obsolète et contaminé, et aujourd'hui il contient les déchets de 80 ans de production. Vous pouvez imaginer dans quel état sont les sols.

Si la réfection complète du site est un projet étalé sur 20 ans, la première phase de la modernisation, la construction d'une nouvelle unité de montage à la pointe du progrès, sera terminée d'ici 2003. Les nouvelles unités seront extrêmement adaptables. Elles seront dotées de plates-formes interchangeables pour produire différents modèles de véhicules et réagir plus rapidement aux exigences des marchés. Les nouveaux ateliers auront de nombreux espaces ouverts et seront largement éclairés par la lumière du jour; ils n'auront plus rien à voir avec les locaux sombres que nous connaissons aujourd'hui.

Mais nous voulons que l'usine soit non toxique pour l'environnement à long terme. Et nous en revenons pour cela au site. Nous allons essayer de redonner aux sols et à l'eau leur qualité d'origine. C'est un acte de restauration, un acte sain. Nous voulons un site qui produise de l'oxygène. Pour l'instant tout ce qu'il produit, ce sont des particules de poussière contaminées. La nouvelle usine Ford fera 42 000 mètres carrés et elle aura un toit «vert», ce que l'on appelle un «toit habitat», peut-être le plus grand toit vivant au monde. Formé de minces couches de matériaux absorbants, de nutriments et de plantes, le toit absorbera l'eau de pluie, captera les particules en suspension dans l'air et isolera l'usine, et les oiseaux s'y plairont. Donc au lieu que la pluie frappe une surface dure, elle tombera sur une surface souple, l'eau sera filtrée et purifiée, et au bout de trois jours, elle sera redéversée dans la rivière Rouge. A l'heure actuelle, il faut moins de 10 minutes pour que l'eau reparte à la rivière, chargée de substances chimiques et toxiques.

Les plantes produisent également de l'oxygène; elles absorbent le gaz carbonique et les particules, améliorant ainsi la qualité de l'air. Les plantes nettoient l'atmosphère. Et si un bâtiment est assimilable à un arbre, imaginez toute une ville qui deviendrait une véritable forêt. Quelle y serait la qualité de l'air? Quelle serait la température dans une ville qui aurait des jardins suspendus sur tous les toits au lieu de revêtements en goudron noir? Peut-être que la température y serait réduite de un ou deux degrés en été et qu'un petit vent frais y soufflerait.

Les nouvelles aires de stationnement de la nouvelle usine Ford sont conçues pour être poreuses. Elles seront en graviers de taille très régulière pour former une surface qui assimilera et, en fait, filtrera l'eau. Elles ressembleront à des éponges, mais seront très souples et très durables. Les parkings absorberont donc l'eau, comme des réservoirs géants, et la relâcheront lentement dans l'ensemble de terres humides artificielles qui entoureront

le complexe industriel, en la purifiant tout au long de son parcours. Des rigoles de drainage et des bassins de rétention de l'eau de pluie viendront également régulariser la circulation de l'eau.

Q : Quel sera le coût de ce projet pour Ford ?

R : Les nouvelles installations vont en fait permettre à Ford de réaliser des économies en réduisant ses coûts pour l'énergie, pour le traitement des déchets et pour se conformer aux dispositions réglementaires sur l'environnement. Les toits habitats, les pavages poreux et les terres humides coûteront environ 13 millions de dollars. Mais ils permettront à Ford d'économiser les frais de pose de canalisations souterraines et de construction de stations de traitement des déchets chimiques qui seraient nécessaires pour respecter les normes établies par l'Agence de protection de l'environnement (EPA) des Etats-Unis, frais qui s'élèveraient à 48 millions de dollars. Si bien que Ford pourra sans doute économiser 35 millions de dollars et se retrouver, en prime, avec un très beau parc.

Q : Est-ce que d'autres entreprises sont disposées à investir des millions pour obtenir des bénéfices semblables intangibles par la suite ?

R : Je pense que tout PDG intelligent sait que la santé, la sécurité et la productivité de ses employés sont les avoirs les plus précieux de l'entreprise. Cela peut faire une différence énorme d'avoir des employés satisfaits et productifs. L'usine de meubles Herman Miller à Holland (Michigan), que nous avons terminée en 1995, est abondamment éclairée à la lumière naturelle et largement aérée à l'air frais. Elle a remporté le premier prix intitulé « Le bon design est bon pour les affaires » attribué par le magazine Business Week et l'Institut américain d'architecture. Des capteurs placés sur le toit acheminent la lumière du soleil vers les ateliers, et des terres humides artificielles aménagées autour des installations recueillent les eaux de pluie qui ruissellent, les retiennent et les purifient. L'usine consomme également moins d'énergie qu'une usine normale du fait de l'utilisation de la lumière naturelle. Une fois que le personnel s'est installé dans les nouveaux locaux, la productivité de l'entreprise a augmenté de 25%. Cette augmentation de productivité se traduit par une augmentation de la production évaluée à 60 millions de dollars par an pour Herman Miller. Le nouveau bâtiment a coûté 15 millions de dollars et l'entreprise réalise maintenant des bénéfices considérables puisque sa production a augmenté avec le

même nombre d'employés. Demandez à n'importe quel chef d'entreprise s'il accepterait un rendement du capital investi de plus de 100%. Tous les ans. C'est extraordinaire.

Nous avons également conçu le campus de l'entreprise The Gap à San Bruno en Californie. C'est un édifice lumineux, recouvert d'un toit fait de pelouse aux larges ondulations qui capte et filtre l'eau de pluie et assure une isolation thermique et acoustique. Il y a aussi des déflecteurs qui renvoient la lumière du jour vers les espaces intérieurs. On a fait une utilisation nouvelle des planchers surélevés pour ordinateurs dans tout le bâtiment. Un système de ventilateurs fait circuler l'air sous les planchers pendant toute la nuit, amenant de l'air frais dans le bâtiment. Le matin, les dalles de ciment du bâtiment sont froides et refroidissent l'air acheminé dans les locaux. De cette manière, nous rafraîchissons la masse du bâtiment comme cela se passait dans les vieilles haciendas. Au lieu de consommer de l'énergie pour la climatisation, nous obtenons le même effet avec moitié moins d'équipement et à un tiers des coûts. L'entreprise de services publics Pacific Gas & Electric a décerné un prix spécial au bâtiment du Gap en tant que l'un des nouveaux bâtiments de Californie les plus efficaces au plan énergétique. Les autres bâtiments primés pour leur faible consommation d'énergie avaient très peu de lumière ou d'air frais. Nous, nous donnions 100% d'air frais et de lumière du jour à chacun des employés de l'usine du Gap. Notre produit était donc très supérieur pour le même prix, mais nous avons tout simplement déployé nos ressources de manière différente.

Q : Vos idées peuvent-elles s'appliquer aux pays en développement ?

R : Certainement. En fait, je suis coprésident du Centre Chine-Etats-Unis pour le développement durable. Les idées pour le monde en développement sont les mêmes qu'ici ; il s'agit simplement de choisir des technologies différentes selon les circonstances. Nous ne disons donc pas que nous voulons apporter notre technologie, telle quelle, à d'autres cultures. Nous disons simplement que les lois de la nature s'appliquent à tous et que nous devons trouver les moyens de célébrer ces lois compte tenu du contexte local.

L'une des choses que nous essayons d'encourager, c'est le mini-franchisage des techniques solaires. Nous sommes en train de mettre au point de nouvelles technologies solaires qui peuvent être produites par les populations

locales avec les moyens locaux. Nous pourrions, par exemple, donner à de jeunes entrepreneurs 500 collecteurs solaires qui produiront de l'électricité. Ils utiliseront cette électricité pour faire tourner une petite usine de fabrication de collecteurs solaires. En contrepartie, nous leur demanderons de faire don des premiers collecteurs qu'ils produiront à quelqu'un d'autre. Nous obtenons ainsi un effet multiplicateur. Il sera possible de fabriquer ses propres collecteurs solaires, lancer de petites entreprises, et ensuite aider d'autres gens à créer de nouvelles entreprises qui se développeront rapidement.

Q : Pouvez-vous parler de vos idées sur les changements à apporter à nos méthodes de fabrication, pour prévoir dès le départ un usage productif des matériaux une fois la vie utile du produit terminée ?

R : Etant donné que les activités humaines sont si destructives, nous pensons qu'il faut essayer de devenir plus rationnels ou moins destructifs. Mais prenez l'exemple du cerisier. Il n'est pas rationnel : il produit des milliers de fleurs uniquement pour qu'un autre arbre puisse germer. La profusion de cet arbre est utile et sans danger. Une fois tombées sur le sol, les fleurs retournent à la terre et deviennent des nutriments pour l'environnement avoisinant. Chaque particule contribue d'une certaine manière à la santé d'un écosystème prospère. C'est pourquoi nous préférons être rationnels plutôt qu'efficaces. Nous voudrions faire bien ce qui est utile, et non pas faire bien ce qui n'est pas approprié. Le premier principe de notre prochaine révolution industrielle est « Déchets = aliments ». Mais l'industrie de l'homme, à l'heure actuelle, est sujette à de strictes limites parce qu'elle suit généralement une voie de fabrication linéaire, à sens unique, allant du berceau à la tombe, dans laquelle on crée des choses pour finir par les mettre au rebut, généralement dans un incinérateur ou une décharge municipale. Contrairement aux déchets de la nature, les déchets de l'industrie de l'homme ne deviennent pas des aliments. En fait, ce sont souvent des poisons.

Il y a quelques années, je me suis associé à un chimiste allemand du nom de Michael Braungart et nous avons fondé une firme de recherche que nous avons appelée McDonough Braungart Design Chemistry. Nous pensons qu'il existe deux types de métabolismes fondamentaux dans le monde : l'un biologique, l'autre technique. Nous considérons que les choses devraient être conçues soit pour retourner à la terre, sans danger, soit pour retourner

dans l'industrie. Et il ne faudrait fabriquer rien d'autre. Les nutriments biologiques, par exemple, devraient être conçus pour retourner dans le cycle organique, pour être complètement réabsorbés par les micro-organismes et les animaux qui vivent dans le sol. La plupart des emballages, qui représentent plus de 50% du volume de nos déchets solides, devraient être composés de nutriments biologiques. Ce devrait être des matériaux que l'on peut jeter sur le sol où ils se biodégraderaient. On n'a nullement besoin que des objets tels que les bouteilles de shampoing, les cartons de jus de fruit ou autres emballages durent pendant des décennies, voire des siècles, bien plus longtemps que les produits qu'ils contiennent.

A cette fin, nous collaborons avec BASF, la société de produits chimiques allemande, pour créer une nouvelle fibre de nylon qui serait réellement recyclable. On la tisserait pour en faire des tapis, par exemple, qui, chaque fois que vous referez le décor de votre maison, pourraient être renvoyés à l'usine où ils seraient recyclés et réincarnés. Nous avons également aidé une compagnie suisse, Rohner Textile, à créer un tissu d'ameublement absolument sans danger, pratiquement mangeable. Le tissu est fabriqué à partir de coton et de laine, un mélange inoffensif de plantes sans pesticide et de fibres animales. Pour trouver des teintures sans danger pour les tissus, nous avons examiné plus de 8000 produits chimiques utilisés dans l'industrie textile et en avons éliminé 7962. Le tissu a été créé en n'utilisant que 38 produits chimiques. Lorsqu'il est retiré du cadre après la durée de l'existence d'une chaise, le tissu et ses passementeries se décomposent naturellement et servent de paillage pour jardins. On a constaté que l'eau qui sort de l'usine textile Rohner, après avoir été filtrée au travers du tissu pendant la fabrication, est aussi propre que l'eau potable qui alimente l'usine.

Q : Dans la perspective du Sommet mondial sur le développement durable qui aura lieu à Johannesburg en Afrique du Sud, quels sont à votre avis les progrès qui peuvent être accomplis dans le monde en vue du développement durable ?

R : Nous devons apprendre à célébrer l'abondance de la Terre au lieu d'en déplorer simplement les limites. Il y a une abondance de soleil, d'eau et d'enfants. Pourquoi ne célébrons-nous pas cela ? Trouvons donc des manières intelligentes de le faire ! Tant que nous ne pensons qu'à exploiter le monde, les limites de la croissance traditionnelle sont nos seules préoccupations. Il faut voir

plus loin. Il faut célébrer la croissance des bonnes choses, telles que l'énergie solaire et les nourritures saines, célébrer l'intelligence humaine. D'un point de vue environnemental, cela signifie que nous ne devons plus regarder la naissance d'un enfant en Inde et parler d'explosion démographique. Parce que dès que nous faisons une remarque de ce genre, les droits de l'homme cessent d'exister. Les environmentalistes, les organismes officiels et les hommes d'affaire ne devraient donc pas s'alarmer, crier bien haut que nous avons une explosion démographique et qu'il n'y a pas assez de ressources pour nourrir tout le monde. Ils devraient dire : « Comment pouvons-nous aimer chacun de ces enfants ? » Et ce n'est pas la seule question que nous devons nous poser, parce que si nous commençons à honorer les lois de la nature, nous devons également honorer les femmes comme des partenaires égales. Et comme nous l'avons vu dans de multiples exemples, quand la société honore les femmes, quand celles-ci sont traitées sur un pied d'égalité avec les hommes et qu'elles ont des chances égales d'être éduquées, la démographie se stabilise et les questions démographiques ne sont plus insurmontables.

Jim Fuller est le rédacteur en chef adjoint de ce numéro des Dossiers mondiaux. Il rédige fréquemment des articles ayant trait à l'environnement.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des Etats-Unis.

Pour un développement écologiquement durable et respectueux de la diversité biologique en Mésio-Amérique

Elsa Chang

Directrice, Projet du Couloir biologique méso-américain, World Resources Institute

Un projet ambitieux vise à instaurer la durabilité économique et environnementale en Amérique centrale. Les gouvernements de la région, les organismes internationaux, les organisations non gouvernementales et l'Agence américaine pour le développement international (USAID) contribuent tous aux travaux. Le présent article est fondé sur une étude de Mme Chang et de ses collègues Kenton Miller et Nels Johnson, intitulée « Defining Common Ground for the Mesoamerican Biological Corridor » [Définition d'un terrain commun pour le couloir biologique méso-américain] évaluant les progrès réalisés dans la recherche de cet objectif.

Depuis des millions d'années, la Mésoamérique fait fonction de pont intercontinental entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. Plantes et animaux ont migré par cet isthme pendant des millénaires, ce qui a eu pour effet de produire une énorme diversité biologique représentée dans les multiples écosystèmes de cette région aux paysages variés.

Les récifs coralliens, les prairies, les forêts tropicales de plaines, les forêts des montagnes et les savanes de pins ne représentent que quelques exemples des écosystèmes identifiés par les biogéographes dans la région mésoaméricaine, région qui comprend les cinq Etats méridionaux du Mexique et les sept pays d'Amérique centrale, à savoir le Belize, le Costa Rica, le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Panama. Le petit territoire du Belize, à lui seul, abrite plus de 150 espèces de mammifères, 540 espèces d'oiseaux et 152 espèces d'amphibiens et de reptiles. Au Panama, 929 espèces d'oiseaux ont été répertoriées, soit un nombre supérieur à celui des espèces aviennes du Canada et des Etats-Unis combinées.

Ces terres abritent également des populations humaines qui ont connu plus que leur part de difficultés. Les conflits civils qui ont sévi dans la région au cours des dernières décennies ont causé de grandes souffrances humaines, la destruction de biens et celle de l'infrastructure qui sont venues exacerber les problèmes de longue date de l'inégalité sociale, du sous-développement économique et de la dégradation de l'environnement. A l'heure actuelle, près de la moitié des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté et nombreux sont ceux qui n'ont pas accès aux soins de santé de base, à l'éducation et à l'eau potable. Une croissance démographique rapide et une dépendance économique reposant sur l'agriculture ont abouti à une exploitation qui ne peut durer des ressources naturelles

ainsi qu'à une pollution des eaux, une érosion des sols et un déboisement généralisés.

Il ne reste plus que 10 % des forêts primaires de la région, la majorité de celles-ci ayant été converties en terres agricoles ou remplacées par l'arboriculture. Quelque 60 % de 700 aires protégées existantes ou proposées n'ont pas plus de 10 000 hectares et sont donc d'une superficie trop réduite pour assurer le maintien des populations animales confrontées par le changement environnemental.

L'ampleur et la rapidité des pertes des habitats et la fragmentation de l'une des régions les plus riches du monde du point de vue biologique ont amené certains défenseurs de l'environnement à considérer la Mésoamérique comme l'un des « points chauds » au plan de la diversité biologique. Les gouvernements de la région, les pays donateurs et les groupes de défense de l'environnement nationaux et internationaux ripostent à ces phénomènes par toute une variété d'initiatives et en appliquant une stratégie régionale intégrée.

L'entreprise la plus remarquable et la plus ambitieuse est celle du Couloir biologique mésoaméricain (CBM), une initiative d'échelle régionale visant à conserver la diversité biologique et celle de l'écosystème selon des modalités qui favorisent un développement social et économique durable. Le principe de cette initiative consiste à relier les aires protégées par des corridors d'habitats naturels et restaurés s'étendant du sud du Mexique au Panama, selon une approche globale des relations entre les terres vierges et les espaces subissant l'impact des activités humaines.

Lors d'un sommet, en 1997, les chefs d'Etat de la région ont adopté publiquement l'initiative du CBM et se sont engagés à élaborer un système d'aménagement du territoire qui améliorerait l'existence des populations de l'Amérique centrale tout en conservant la diversité biologique et les écosystèmes. Les buts de l'initiative sont : a) de protéger les sites clés, foyers de diversité biologique ; b) de relier ces sites par des corridors gérés de manière à permettre les déplacements et la diffusion de la faune et de la flore ; et c) de promouvoir dans ces aires et aux alentours des formes de développement social et économique qui conservent la diversité biologique tout en étant équitables au niveau social et respectueuses des réalités culturelles.

La Commission de l'Amérique centrale pour l'environnement et le développement (Comisión Centro-

americana de Ambiente y Desarrollo – CCAD) est chargée de la coordination de la planification et de la mise en œuvre de l'initiative au niveau régional. Cet organe régional, créé en 1989 lors de la signature de la Charte pour la protection de l'environnement par les présidents de la région, a pour mandat d'assurer l'application coopérative d'une vision unifiée en matière d'environnement.

La pièce maîtresse du CBM est un modèle d'aménagement du territoire comprenant quatre catégories de terres, chacune tenant compte de besoins distincts :

- ❖ Des zones centrales, qui sont les zones protégées où les habitats sauvages et la diversité biologique sont conservés. La Mésoamérique possède déjà un grand nombre de régions protégées qui constitueront les zones centrales du CBM, mais nombre d'entre elles devront être agrandies pour pouvoir assurer une protection adéquate de l'écologie de la région.
- ❖ Des zones tampons, entourant les zones centrales et servant à isoler les zones centrales des zones exploitées par les populations humaines, afin d'atténuer les perturbations mutuelles induites par un type de zone sur l'autre. Elles établiraient un espace physique entre les zones protégées et les zones adjacentes où se trouvent des exploitations agricoles, des forêts commerciales ou d'autres parcelles utilisées par l'homme.
- ❖ Des zones de couloirs, qui relieraient les zones centrales entre elles par des voies terrestres ou aquatiques, permettant ainsi aux plantes et aux animaux de se disperser, de migrer et de s'adapter aux pressions résultant des changements du climat et des habitats.
- ❖ Des zones à usages multiples, qui comprendraient des terres vierges et des zones réservées à l'agriculture, aux forêts commerciales et aux établissements humains. Ces zones pourraient être établies plus largement afin d'encourager la diversité dans les pratiques d'utilisation des terres, selon le principe que le maintien de la diversité biologique est assuré de manière optimale par la présence d'une mosaïque de terres agricoles, de forêts et de terres humides.

Avec le financement et l'appui de divers gouvernements, organismes internationaux et organisations non

gouvernementales (ONG), la CCAD s'attache à formuler des plans opérationnels et une stratégie générale pour coordonner et mobiliser les actions en faveur du CBM. Les divers organismes et organisations entreprennent indépendamment toute une variété de projets qui s'inscrivent dans la ligne des objectifs à long terme du CBM. C'est ainsi, par exemple, que la Nature Conservancy, le Fonds mondial pour la nature et l'université de Rhode Island (Etats-Unis) se concentrent sur la protection et la gestion de la barrière corallienne mésoaméricaine, avec le financement de l'Agence de développement international des Etats-Unis (USAID). Au Costa Rica, le bureau national du CBM coordonne les efforts des ONG pour établir de corridors biologiques qui relieront les réserves autochtones, les aires protégées, les terres humides et les zones côtières.

La place du CBM dans l'éventail des activités entreprises dans le monde pour accroître la durabilité environnementale est particulièrement importante étant donné l'étendue et la complexité de ses buts et le grand nombre d'organismes et d'acteurs sociaux qui y sont associés. Ces caractéristiques sont porteuses de grandes promesses, mais elles présentent par ailleurs des défis majeurs qu'il faudra relever pour que l'initiative ait un impact positif sur la région.

Les habitants de la région, parties prenantes du CBM, se posent encore d'importantes questions. Le projet englobe désormais des objectifs de durabilité économique et d'équité sociale, contrairement aux propositions antérieures axées exclusivement sur la conservation de la diversité biologique. Cette orientation était inquiétante pour de nombreux groupes autochtones qui craignaient l'expropriation de leurs terres ancestrales et l'expansion des zones protégées se trouvant sur leurs territoires. Toutefois, devant cet élargissement des objectifs du projet, les défenseurs de l'environnement redoutent que le projet de CBM s'attaque à des problèmes sociaux et économiques qu'il n'est pas en mesure de résoudre, ce qui risque de susciter des attentes non réalistes suivies par une série de déceptions et par une érosion de l'appui dont il bénéficie.

Le succès du CBM dépend de l'élaboration d'une vision régionale partagée de ses buts et de ses fonctions, vision qui doit reconnaître la divergence des besoins en jeu et identifier l'intérêt commun qu'ont tous les acteurs régionaux à maintenir la pérennité écologique et socio-économique. L'aptitude à établir des relations de confiance mutuelle entre les diverses parties prenantes sera le facteur qui déterminera le sort de l'initiative.

Il ressort de l'analyse des progrès de l'initiative menée par l'auteur et de nombreuses autres parties prenantes, après trois ans d'activités, qu'il reste beaucoup à faire avant que la vision partagée des buts du CBM ne se réalise. La sensibilisation du public, l'aide locale et l'engagement des organismes publics et privés restent limités. Parmi les parties qui s'intéressent activement à l'initiative, les populations rurales et urbaines et les autres groupes engagés ont fréquemment des opinions différentes de celles des organismes qui ont entrepris la mise en œuvre du projet. Il règne une atmosphère de méfiance et de scepticisme en raison du manque de clarté des buts et des plans et de l'accès limité du public à l'information.

Nous concluons de notre analyse que le sort du Couloir biologique mésoaméricain dépend de la volonté des gouvernements, de la société civile et du secteur privé de se montrer plus participatifs et de rendre compte plus ouvertement de leurs actions. Il dépend également de la capacité à résoudre les conflits existants en matière de droits fonciers et de la décentralisation du processus décisionnel par les instances gouvernementales centrales en faveur des groupes locaux. Compte tenu de l'ampleur géographique du projet et du grand nombre de parties prenantes, l'établissement du couloir exigera l'adoption d'une stratégie orientée de la base vers le sommet. Il faut accorder aux résidents locaux un rôle dans la planification et la gestion des diverses zones du couloir afin d'obtenir leur acceptation et leur appui à cette ambitieuse entreprise régionale.

Le CBM se trouve aujourd'hui au seuil critique qui marque le passage de concept à la réalité. Sa vision ne pourra se concrétiser que si la majorité de la population de la région en comprend les raisons et s'engage à réaliser ses objectifs.

Le World Resources Institute (<http://www.wri.org/wri>) est un organisme de recherche sur l'environnement qui s'emploie également à formuler des interventions pratiques pour protéger la Terre et améliorer les conditions de vie de ses habitants.

Les opinions exprimées dans le présent article ne reflètent pas nécessairement les vues ou la politique du gouvernement des Etats-Unis.

Les merveilles de la nature

Cyril Zaneski

Correspondant, National Journal News Services

En Floride, des ennemis
de longue date se sont
entendus pour sauver les
Everglades, les plus grandes
terres humides au monde.

Les Floridiens ont passé la majeure partie du xx^e siècle à réduire la superficie des Everglades, ces immenses marécages qui occupent une vaste région de la moitié sud de leur péninsule. Ils visaient ce faisant à transformer des prairies d'herbes aquatiques en des terrains secs, situés au-dessus du niveau des eaux, pour en faire les terres agricoles les plus riches du monde.

Et, avec l'aide du Corps du Génie des Etats-Unis et des contribuables américains, ils ont remporté d'étonnants succès. Le projet de drainage exécuté par le Génie au milieu du siècle, une merveille d'ingénierie, a réussi à assécher la moitié des Everglades pour les livrer à l'agriculture et au développement d'habitats suburbains; mais il a involontairement laissé le reste des terres humides en piteux état. Celles-ci ne peuvent plus entretenir la flore et la faune tropicales qui faisaient de la Floride du Sud un joyau biologique. Selon certaines estimations, 95% ou plus de la population des oiseaux aquatiques au plumage multicolore qui habitaient jadis les Everglades et 68 espèces de plantes et d'animaux de la région sont maintenant placés sur la liste nationale des espèces menacées et en voie de disparition. Quelques-unes, telles que le bruant maritime du cap Sable et la panthère de Floride, sont au bord de l'extinction. Mais c'est le fait suivant qui a retenu l'attention des agriculteurs et des promoteurs qui sont les principaux agents économiques de la région: les marais des Everglades ne peuvent plus absorber les pluies estivales surabondantes pour les restituer ensuite à une population humaine en forte croissance et aux cultures grandes consommatrices d'eau que sont les légumes et la canne à sucre.

Les Floridiens se sont donc tournés une fois encore vers leurs vieux partenaires fédéraux et les ont trouvés disposés à apporter leur aide pour cette mission d'un autre genre. Travaillant coude à coude et partageant les coûts en chemin, les responsables fédéraux et nationaux ont formulé des plans en vue de l'exécution de la plus vaste mission de sauvetage écologique jamais entreprise au

monde, qui servira également de projet d'alimentation en eau pour la consommation urbaine et agricole. La restauration des Everglades doit coûter 7,8 milliards de dollars sur une période de 36 ans et environ 180 millions de dollars par an ensuite pour l'entretien. Dans le cadre d'un accord historique approuvé à une écrasante majorité il y a deux ans par le Congrès des Etats-Unis et la législature de la Floride, les partenaires se partageront les coûts à parts égales et à perpétuité.

Politiciens, écologistes et ingénieurs du monde entier ont leurs regards fixés sur ce qui se passe en Floride méridionale. Il s'agit en effet tout d'abord du projet de restauration de l'écosystème le plus ambitieux au monde, qui entend traiter de manière globale les problèmes environnementaux d'une région entière d'une superficie de 46 800 kilomètres carrés. C'est par ailleurs un test des aptitudes des autorités fédérales, nationales, tribales et locales à coopérer malgré les innombrables conflits d'intérêts du secteur privé. Il y a plus de vingt organismes gouvernementaux qui participent au projet des Everglades et qui mettent en application un vaste plan de restauration accepté par une coalition représentant les intérêts contradictoires de la Floride du Sud : promoteurs de tourisme, écologistes, exploitants de carrières de calcaire, chefs d'entreprises, industrie du sucre, agriculteurs et services publics urbains.

La barque qui chavire

«Le projet des Everglades est comme une barque», fait remarquer Terrence «Rock» Salt, colonel du Génie à la retraite qui est actuellement directeur du Groupe spécial pour la restauration des écosystèmes de la Floride du Sud, entité intergouvernementale qui coordonne le projet. «Si une personne se lève, tout le monde tombe à l'eau.»

La barque de la Floride du Sud semble constamment sur le point de chavirer. Les groupes d'intérêts et les organismes gouvernementaux divers se poursuivent mutuellement en justice, s'affrontent dans d'après campagnes électorales et échangent régulièrement en public des propos désobligeants au sujet de la campagne des Everglades, et ceci depuis des années. On notera que l'effort de dépollution actuel a été imposé par un recours en justice. En 1988, un procureur général des Etats-Unis agressif du nom de Dexter Lehtinen a intenté un procès à l'Etat de Floride pour avoir permis aux eaux polluées de terres agricoles de s'écouler dans les Everglades. Cette guerre procédurière a coûté aux contribuables fédéraux et nationaux 7 millions de dollars en frais judiciaires et a

donné lieu à 39 autres procès connexes avant que l'Etat ne demande grâce et n'accepte d'entreprendre les travaux de dépollution en 1991.

Mais ce n'était pas là, tant s'en faut, la fin du combat. «Il se passe rarement une semaine en Floride du Sud sans que quelqu'un lance une grenade», déclare un fonctionnaire fédéral qui participe à la restauration des Everglades. Les Indiens Miccosukees, dont la réserve se trouve dans le Parc national des Everglades, se sont battus contre le Service des parcs nationaux devant les tribunaux fédéraux et le Congrès pour faire accepter les plans d'expansion des logements de leur tribu. Les Miccosukees, les environnementalistes, l'Armée de terre et l'Etat de la Floride sont parties à un triple procès des plus complexes porté devant les instances fédérales, concernant la gestion de l'eau dans les habitats du bruant maritime du cap Sable.

Les affrontements les plus retentissants et les plus vicieux ont eu lieu en 1996, lorsque les environnementalistes et l'industrie du sucre se sont livrés une lutte dont l'enjeu s'élevait à 38 millions de dollars : il s'agissait alors d'un référendum qui devait décider de l'imposition d'une taxe additionnelle d'un centime par livre de sucre produit en Floride pour contribuer au financement de la dépollution des Everglades. C'est l'industrie du sucre qui a gagné l'âpre bataille, la plus coûteuse de l'histoire de l'Etat. Il était impossible pour quiconque en Floride, durant l'été et l'automne de 1996, de regarder même une demi-heure de télévision sans voir trois ou quatre annonces publicitaires sur la campagne de la taxe sur le sucre. «Il reste un grand nombre de plaies ouvertes sur ce sujet», dit Bob Dawson, ancien haut responsable du groupe qui défend maintenant à Washington le projet des Everglades pour les intérêts agricoles du sud de la Floride, l'industrie du sucre et les services publics urbains. «Il est très difficile d'amener les gens à se faire confiance», note-t-il.

Et pourtant, le projet des Everglades est resté viable. Les belligérants ont réussi à se mettre d'accord sur un nombre suffisant de questions pour convaincre le Congrès que la restauration n'aboutirait pas à une série de procès. «Il faut reconnaître le mérite de tous ces gens qui ont enterré la hache de guerre et ont tendu la main à leurs ennemis pour se mettre d'accord», dit J. Allison DeFoor, ancien conseiller du gouverneur de la Floride Jeb Bush en matière de politique environnementale.

En Floride du Sud, le travail quotidien de la planification et de la restauration a été plus facile que beaucoup ne

l'anticipaient en raison du fait que les deux organismes chefs de file, le Corps du Génie et le District de gestion des eaux de la Floride du Sud, œuvrent de concert depuis plus d'un demi-siècle. Le District est un énorme organisme d'ingénierie hydraulique comptant plus de 1700 employés qui gèrent l'alimentation en eau et supervisent le système de régularisation des crues construit par le Génie pour les 16 comtés allant d'Orlando, au centre de la Floride, jusqu'à Key West, à l'extrême sud de l'Etat. Si le Génie a déjà coopéré étroitement avec le District par le passé, c'est la première fois qu'il ouvre son processus de planification au grand public pour ce qui est du projet des Everglades. Traditionnellement, le Génie conçoit les grands projets à huis clos et organise des audiences publiques pour la forme une fois les travaux terminés. Par contraste, le projet des Everglades a été élaboré selon un processus ouvert au public, sur l'Internet. Entre 1996 et 1999, le Génie a proposé des plans qu'il a affichés sur un site Web consacré à la restauration, a accepté les commentaires du public et des groupes coopérants de scientifiques et d'ingénieurs, et a révisé ses plans en tenant compte des observations qui lui avaient été communiquées.

« Ce que vous voyez en Floride du Sud, c'est un effort réellement orienté de la base vers le sommet, dit Terrence Salt. Le Gouvernement, dans le cas présent le Génie, procède réellement selon un processus dû à l'initiative du public. »

De l'eau, de l'eau, toujours de l'eau

Le public va devoir rester engagé. Bien que la restauration ait été autorisée, elle se déroulera sur près de quatre décennies en une série de 68 projets d'ingénierie. Le but ultime est de restaurer environ 1 million d'hectares de terres humides, mais également de fournir de l'eau aux agriculteurs et aux populations humaines. Le Génie et le District des Eaux auront un total de 150 employés affectés aux travaux. Ils mèneront de 15 à 20 projets de front, tandis qu'un groupe spécial de supervision interorganisations vérifiera que les travaux des diverses équipes affectées au projet respectent les objectifs généraux de la restauration, précise Stuart Applebaum, le responsable de la restauration des écosystèmes pour la branche du Génie à Jacksonville.

« C'est comme aller sur la lune dans les années 1960, explique M. Applebaum. Le projet n'est pas aussi complexe que le programme spatial dans ses beaux jours, mais la restauration présente des difficultés techniques

tout aussi grandes. Personne n'a jamais rien fait de tel auparavant. »

Si l'idée de dépenser 7,8 milliards de dollars pour la restauration semble inouïe, pensez à ceci: le projet autorisé à l'automne 2000 n'est qu'une composante d'un programme de restauration écologique et de dépollution encore plus vaste qui s'étend au-delà des Everglades. Il est prévu que les efforts de restauration de l'environnement de la Floride du Sud coûteront au total 14,8 milliards de dollars, la part du gouvernement fédéral s'élevant à 6,5 milliards et le reste devant provenir des caisses de la Floride et de sources locales. Outre les Everglades, la restauration de la Floride du Sud comprend un grand nombre d'autres projets. Parmi les plus importants figurent un projet de l'Etat concernant l'épuration des eaux agricoles qui s'écoulent dans les Everglades, qui coûtera probablement plus d'un milliard de dollars, et un autre de 414 millions de dollars pour la restauration de la rivière Kissimmee, dont les méandres se déroulent sur 64 kilomètres, d'Orlando au lac Okeechobee. La restauration de la Kissimmee consiste en fait à défaire ce qu'avait fait le Corps du Génie qui a transformé la rivière en un canal rectiligne construit entre 1962 et 1971, provoquant ainsi de graves problèmes de pollution de l'eau et détruisant quelque 14 000 hectares de terres humides.

Les objectifs de la restauration des Everglades découlent des travaux des dirigeants industriels, des promoteurs de tourisme, des environnementalistes et des agriculteurs qui forment la Commission du Gouverneur pour une Floride du Sud durable. Nommés par l'ancien gouverneur démocrate Lawton Cliles, aujourd'hui décédé, les 49 membres de la commission ont œuvré de concert de 1995 à 1999 pour forger un consensus sur 14 grands rapports définissant les buts de la restauration.

Ce consensus n'a pas été atteint sans difficulté. Un des environnementalistes qualifiait l'un des représentants de l'industrie du sucre de « criminel de l'industrie », se remémore Richard Pettigrew, ancien sénateur de l'Etat et président de la Chambre, qui présidait la commission. « Au début, un grand nombre de ces ennemis héréditaires avaient peur de se constituer en comités pour identifier les questions dont nous devons traiter, dit-il. Personne ne voulait faire de concessions. Le représentant des services publics du comté de Palm Beach, par exemple, ne voulait pas entendre parler de solutions qui ne lui garantiraient pas un accès libre et illimité à l'eau. »

M. Pettigrew a permis aux membres antagonistes de la

commission de choisir leurs comités. Il s'est également assuré que chaque réunion de travail s'accompagne d'une réunion sociale dans la soirée durant laquelle les membres des divers comités pourraient établir des liens autour d'un verre. « Peu à peu, nous avons commencé à comprendre les véritables préoccupations des gens, au-delà du barrage rhétorique, explique-t-il. Et nous avons évité de nous mêler du combat fiscal sur le sucre, bien que certaines personnes s'entre-tuaient à ce sujet. »

La commission est parvenue à l'automne 1996 à produire un rapport exposant les buts de la restauration. Ces buts ont trouvé leur expression dans la Loi fédérale de développement des ressources en eau de 1996 qui a établi les bases juridiques de la restauration. Le rapport, comme tous ceux qui ont été adoptés par la commission entre 1994 et 1998, a été adopté à l'unanimité.

Le secret du succès de la commission et de la pacification des combattants préoccupés par la question de l'accès à l'eau réside dans le fait qu'une restauration des Everglades représente plus qu'un projet pour l'environnement : elle accroîtra également l'alimentation en eau pour tous.

L'eau est la question primordiale en Floride du Sud, bien que la région soit l'une des plus pluvieuses des Etats-Unis : plus de 150 cm de précipitations par an. Toutefois, la majorité des pluies tombent pendant les orages de l'été et s'écoulent rapidement jusqu'aux estuaires des fleuves côtiers par un réseau de plus de 1600 kilomètres de canaux construits par le Génie et l'Etat au siècle dernier. Le but principal du projet de restauration est de mettre fin à ces pertes d'eau en en captant la majeure partie dans des centaines de puits profonds et dans des réseaux de nouveaux réservoirs qui seront construits sur les terres agricoles et dans les mines de calcaire abandonnées en bordure des Everglades. Le Corps du Génie a appelé ce processus « l'agrandissement du gâteau ».

« Nous avons conçu une solution gagnante sur tous les tableaux », dit M. Pettigrew. L'industrie du sucre a accepté à son corps défendant de vendre au moins 20 000 hectares de terres agricoles à l'Etat pour y construire des réservoirs en échange de l'assurance que les agriculteurs seraient alimentés en eau à long terme. Sans un tel accord, les agriculteurs craignaient que l'expansion des régions urbaines et leur pouvoir croissant aux urnes finissent pas supplanter l'agriculture dans l'arène politique, ce qui viendrait tarir leurs sources d'eau. Les écologistes, quant à eux, ont accepté un partage de l'eau parce que l'ultime perdant dans une future bataille de l'eau serait les Everglades.

En fin de compte, note M. Pettigrew, « nous n'avons jamais dévié de notre but principal qui était de nous assurer que les Everglades seraient restaurées, et restaurées au plus haut niveau possible ».

Réétudier et puis restaurer

Le plan de restauration est essentiellement conçu d'après le plan formulé au début des années 1980 sous l'administration de l'ancien gouverneur de la Floride aujourd'hui sénateur des Etats-Unis, Bob Graham. Le vieux programme de l'Etat « Sauvez nos Everglades » a pris un nouvel élan en 1993, lorsque le ministre de l'intérieur Bruce Babbitt s'est intéressé à y associer l'administration Clinton. En juin de cette année, le Groupe spécial fédéral, représentant une demi-douzaine d'organismes officiels, a tenu sa première réunion.

L'effort de restauration, qui est devenu par la suite une entreprise monumentale, a d'abord été baptisé modestement du nom de « nouvelle étude ». Cette désignation reflétait le fait que le projet était en réalité une révision du Projet de la Floride centrale et méridionale, un projet de drainage massif que le Génie avait conçu en 1947 et qu'il avait entrepris d'exécuter après avoir obtenu l'autorisation du Congrès en 1948. Ce projet développait et améliorait un réseau de canaux de drainage commencé par l'Etat au début du siècle dernier et y apportait de nombreuses additions. Le Génie a excavé la Floride pour y creuser plus de 1600 kilomètres de canaux et découpé le cœur même des Everglades en y aménageant des digues qui transformaient cette vaste prairie aquatique en trois grands réservoirs et une région agricole de 280 000 hectares.

Les travaux du Génie militaire sont une merveille d'ingénierie qui ont atteint leurs buts, à savoir l'ouverture de vastes terres à l'agriculture et au développement. Mais ils ont aussi porté gravement atteinte à l'environnement. Le nombre d'oiseaux échassiers a fortement diminué. Le Parc National des Everglades, établi en 1947 pour préserver le patrimoine biologique de la région, a subi une dégradation du fait de l'assèchement de ses marais par les projets de drainage exécutés hors de son territoire, mettant en péril ses populations animales et végétales. La baie de la Floride a connu une prolifération dévastatrice d'algues qui asphyxiaient sa faune et sa flore marines.

Et la population humaine de la région, qui a explosé depuis que le Génie a conçu ce système, passant de 500 000 habitants à plus de 6 millions, a également commencé à subir les conséquences de ces interventions.

Les habitants connaissent de fréquentes pénuries d'eau et des intrusions d'eau de mer dans les aquifères d'eau douce épuisés, seules sources d'eau potable de la région. Des incendies destructeurs ont fait rage plus longtemps et plus chaudement à la périphérie desséchée des Everglades, polluant l'atmosphère des villes et des banlieues à proximité de la côte.

Concevoir la restauration comme une nouvelle étude a permis au Génie de s'alimenter aux riches fonds fédéraux destinés à la construction générale. S'il avait commencé ses travaux comme une étude de restauration, il aurait été forcé de puiser au compte pratiquement démunie des « investigations générales » du Génie. Le colonel Salt, qui commandait la branche de Jacksonville de 1991 à 1994, et son successeur, le colonel Terry Rice aujourd'hui à la retraite, « ont fait des pieds et des mains » pour obtenir le lancement des efforts de restauration, dit ce dernier. C'est le colonel Salt qui a supervisé le lancement du projet de la Kissimmee et qui a formulé un vaste plan pour étendre les efforts de restauration à tout le territoire des Everglades. Le colonel Rice, en poste de 1994 à 1997, a défié la Commission gouvernementale pour une Floride du Sud durable de demander une pleine restauration. « Donnez-moi un plan et nous l'exécuterons », se souvient-il avoir dit. Les membres de la commission, accoutumés à travailler avec la lourde bureaucratie de l'ancien Génie n'en revenaient pas.

Le colonel Rice a bien compris le scepticisme initial des membres de la commission, habitués à se faire dire, comme l'était aussi le Génie, que les choses n'étaient pas réalisables. « Très souvent, je pense que nous laissons les avocats diriger nos organisations, et c'est une erreur », dit le colonel Rice, qui est aujourd'hui professeur à l'université internationale de Floride, et consultant auprès de la tribu des Miccosukees. « Moi je dirais à mon avocat : voilà ce que je veux faire. Dites-moi si c'est illégal ou pas », déclare-t-il.

La commission a relevé le défi lancé par le colonel Rice. Elle a formulé une série de buts, qui ont ensuite été inscrits dans la Loi d'aménagement des ressources en eau de 1996 pour guider la planification de la restauration. La loi a également élargi le Groupe spécial de la restauration des écosystèmes de la Floride du Sud pour y inclure des représentants de l'Etat, des instances locales et des autorités tribales et lui a confié la coordination du projet.

Des opinions contradictoires

Institué en 1993 par un décret exécutif, le Groupe spécial initial comptait uniquement des représentants des cinq organismes fédéraux. Les instances nationales et locales en étaient exclues en vertu de la Loi fédérale sur les comités consultatifs de 1972 qui interdisait une telle coopération. Cette barrière a été levée en 1995, lorsque le Congrès a éliminé certaines de ces restrictions dans le cadre de la Loi de réforme des mandats non financés. Les 14 membres du Groupe spécial coordonnent à présent les efforts de 13 organismes fédéraux, de sept organismes floridiens, de deux tribus indiennes, de 16 comtés et de dizaines de villes et municipalités.

En pratique, toutefois, le Groupe spécial a peu de contrôle sur les organismes dont il est censé coordonner les efforts. Ceux-ci reçoivent leur autorité, et leurs fonds, des organes législatifs de tutelle, fait remarquer le colonel Salt, de sorte que le Groupe spécial doit s'efforcer de forger un consensus sans empiéter sur les responsabilités individuelles de ses membres. « Bien que le groupe ait été organisé comme un partenariat, chaque faction a sa propre manière de conduire ses affaires, dit le colonel Salt. L'Etat n'a jamais envisagé d'abandonner ses droits souverains dans ce processus [...] Il ne procède pas de la même manière que les fédéraux, mais c'est en fait une bonne chose. »

Mais les officiels de l'Etat rechignent ouvertement devant la supervision fédérale du projet. L'un des points sensibles est que le Bureau de la comptabilité générale a critiqué le Groupe spécial à plusieurs reprises de ne pas fonctionner plus conformément aux normes d'un organisme fédéral et de ne pas formuler de plans stratégiques d'acquisition des terres. Les partisans du Groupe spécial notent que de telles critiques ne seraient recevables que si l'organisation avait le contrôle des budgets de ses organismes membres.

« Certains pensent que le Groupe spécial est un organisme de gestion, une doublure du gouvernement », dit Ernie Barnett, directeur de la Planification et de la Coordination des écosystèmes de la Floride et président du groupe de travail intergouvernemental. « Washington s'imagine, je ne sais trop comment, que le Groupe spécial a un pouvoir de supervision du processus d'acquisition des terres en Floride », note-t-il.

Le Groupe spécial n'est pas non plus capable de régler les différends qui opposent les divers organismes fédéraux. « Trop souvent, les organismes fédéraux ont des opinions et des visions contradictoires, ajoute M. Barnett. Lorsque

vous avez un partenariat entre l'Etat et le gouvernement fédéral, il faut présenter un front uni et une vision unique au niveau de l'Etat. C'est facile pour nous, parce que le gouverneur règle les différends. Mais lorsqu'il s'agit de différends fédéraux, c'est là que tout s'écroule. »

Les efforts déployés pour sauver le bruant maritime du cap Sable est un de ces exemples. Le Service des parcs nationaux et le Service de la faune terrestre et aquatique (services fédéraux) sont en litige avec l'Armée depuis des années sur les pratiques de gestion des masses d'eau qui, d'après les biologistes fédéraux, ont poussé le bruant à la limite de l'extinction. Trois procès ont été intentés à ce sujet et le tribunal de Miami est actuellement saisi de la question. « Les bruants survivront uniquement parce que Dieu y pourvoit, souligne M. Barnett. C'est la météo qui a coopéré, pas les organismes fédéraux. »

Le Groupe spécial opère de manière optimale lorsque les attributions de l'Etat et des instances fédérales sont clairement définies, indique M. Barnett. Il a le mieux réussi dans l'exécution des mandats nationaux et fédéraux. Par exemple, dit-il, il a su établir les priorités concernant l'emploi des 275 millions de dollars alloués par le Congrès en 1996 pour financer les efforts de restauration.

Parfois, grâce aux relations de travail établies par les membres du Groupe spécial, il est possible de simplifier certaines formalités administratives particulièrement lourdes. C'est ainsi que le Groupe spécial a permis à l'Agence de protection de l'environnement des Etats-Unis et au Département de la protection environnementale de la Floride de parvenir à un compromis sur des règlements qui économiseront des centaines de millions de dollars aux contribuables, lors des prochains tests sur l'utilisation des puits profonds pour le stockage des eaux destinées au projet de restauration, dit le colonel Salt. « En réalité, dit-il, les processus de conciliation des formalités imposées par les instances de l'Etat et du gouvernement fédéral sont excessivement complexes. Avec ce Groupe spécial, nous avons pu œuvrer de concert et aboutir à une solution utile. »

En dépit de toutes ces complications, le projet de restauration a probablement placé la Floride dans une meilleure situation que la plupart des Etats pour entreprendre des projets monumentaux, dit M. Dawson, ancien haut administrateur du Corps du Génie et lobbyiste à Washington pour le compte des sociétés de services publics et de l'agriculture de la Floride du Sud. « La chose essentielle, c'est qu'ils ont trouvé un équilibre et que cela servira de filet de sécurité pour la Floride du Sud, explique-t-il. Le mécanisme qui a été élaboré pour le partage de l'eau est le type de mécanisme qui aurait pu aider les Californiens lors de leur crise d'énergie. Mais dans ce dernier cas, les gens se sont contentés de prendre des risques sur une pénurie possible d'énergie et l'environnement va en souffrir. »

M. Dawson estime que le modèle élaboré par la Floride du Sud pour parvenir à un consensus sera reproduit ailleurs. « Je pense que c'est l'annonce des choses à venir dans les autres régions du pays. L'accent est mis sur une restauration des écosystèmes qui est liée aux intérêts vitaux de toutes les parties prenantes, ajoute-t-il. Mais si les gens n'apprennent pas à coopérer, ça ne marchera pas. »

*Publié avec la permission du National Journal Group, Inc.
Copyright avril 2001.*

Bibliographie (en anglais)

LIVRES et DOCUMENTS

Brown, Lester R.

ECO-ECONOMY: BUILDING AN ECONOMY FOR THE EARTH

W.W. Norton and Company, 2001, 224 pp.

Daniels, Mark R., editor

CREATING SUSTAINABLE COMMUNITY PROGRAMS: EXAMPLES OF COLLABORATIVE PUBLIC ADMINISTRATION

Greenwood Publishing Group, 2001, 320 pp.

Dorf, Richard C.

TECHNOLOGY, HUMANS, AND SOCIETY: TOWARD A SUSTAINABLE WORLD

Academic Press, 2001, 450 pp.

Harrison, Neil E.

CONSTRUCTING SUSTAINABLE DEVELOPMENT

State University of New York Press, 2000, 192 pp.

Helmore, Kristin, and Naresh Singh

SUSTAINABLE LIVELIHOODS: BUILDING ON THE WEALTH OF THE POOR

Kumarian Press, 2001, 136 pp.

National Councils for Sustainable Development

NCSD REPORT 2001: INTEGRATING GLOBAL ENVIRONMENTAL CONVENTIONS AT NATIONAL AND LOCAL LEVELS

The Councils, 2002, 118 pp.

Available at <http://www.ncsdnetwork.org/knowledge/ncsdreport2001.pdf>

Neefjes, Koos

ENVIRONMENTS AND LIVELIHOODS: STRATEGIES FOR SUSTAINABILITY

Oxfam Publishing, 2000, 288 pp.

Organization for Economic Cooperation and Development Staff

OECD ENVIRONMENTAL INDICATORS: TOWARD SUSTAINABLE DEVELOPMENT 2001

OECD, 2002, 156 pp.

Organization for Economic Cooperation and Development Staff

POLICIES TO ENHANCE SUSTAINABLE DEVELOPMENT

OECD, 2001, 108 pp.

Organization for Economic Cooperation and Development Staff

SUSTAINABLE DEVELOPMENT: CRITICAL ISSUES

OECD, 2001, 420 pp.

Prugh, Thomas, Robert Constanza, and Herman Daly

THE LOCAL POLITICS OF GLOBAL SUSTAINABILITY

Island Press, 2000, 196 pp.

Schmandt, Jurgen, and C. H. Ward, editors

SUSTAINABLE DEVELOPMENT: THE CHALLENGE OF TRANSITION

Cambridge University Press, 2000, 240 pp.

United Nations Development Programme

HUMAN DEVELOPMENT REPORT 2001: MAKING NEW TECHNOLOGIES WORK FOR HUMAN DEVELOPMENT

UNDP, 2001, 278 pp.

Available at <http://www.undp.org/hdr2001/>

United Nations. Secretary-General

IMPLEMENTING AGENDA 21: REPORT OF THE SECRETARY-GENERAL

United Nations, Economic and Social Council, 2001, 69 pp.

Available at

<http://www.johannesburgsummit.org/html/documents/no170793sgreport.pdf>

United States. President

REMARKS BY THE PRESIDENT ON GLOBAL DEVELOPMENT

The White House, Office of the Press Secretary,
March 14, 2002

Available at <http://usinfo.state.gov/topical/global/develop/02031402.htm>

Vajpeyi, Dharendra K., editor

DEFORESTATION, ENVIRONMENT, AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT: COMPARATIVE ANALYSIS

Greenwood Publishing Group, 2001, 272 pp.

World Bank Staff

WORLD DEVELOPMENT INDICATORS 2002

World Bank, forthcoming May 2002, 400 pp.

World Business Council for Sustainable Development

THE BUSINESS CASE FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT

The Council, 2001, 16 pp.

Available at <http://www.wbcsd.org/projects/wssd/business-case.pdf>

World Economic Forum. Global Leaders for Tomorrow Environment Task Force

2002 ENVIRONMENTAL SUSTAINABILITY INDEX

Yale Center for Environmental Law and Policy, 2002, 300 pp.

Available at <http://www.ciesin.columbia.edu/indicators/ESI/>

World Health Organization. Commission on Macroeconomics and Health

MACROECONOMICS AND HEALTH: INVESTING IN HEALTH FOR ECONOMIC DEVELOPMENT

WHO, 2001, 210 pp.

Available at <http://www.cid.harvard.edu/cidcmh/CMHReport.pdf>

ARTICLES

Annan, Kofi A.

SUSTAINING THE EARTH IN THE NEW MILLENNIUM

Environment, Vol. 42, No. 8, October 1, 2000, pp. 20-24

Bansal, Pratima

BUILDING COMPETITIVE ADVANTAGE AND MANAGING RISK THROUGH SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Ivey Business Journal, Vol. 66, No. 2, November 1, 2001, pp. 47-52

Brown, Lester R.

THE ECO-ECONOMIC REVOLUTION: GETTING THE MARKET IN SYNC WITH NATURE

The Futurist, Vol. 36, No. 2, March/April 2002, pp. 23-32

Calamitsis, Evangelos

THE NEED FOR STRONGER DOMESTIC POLICIES AND INTERNATIONAL SUPPORT

Finance and Development, Vol. 38, No. 4, December 2001, pp. 10-13

Carruthers, David

FROM OPPOSITION TO ORTHODOXY: THE REMAINING OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Journal of Third World Studies, Vol. 18, No. 2, Fall 2001, pp. 93-112

Clark, William C.

AMERICA'S NATIONAL INTERESTS IN PROMOTING A TRANSITION TO SUSTAINABILITY

Environment, Vol. 43, No. 1, January 1, 2001, pp. 18-27

Didia, Dal

DEBT-FOR-NATURE SWAPS, MARKET IMPERFECTIONS, AND POLICY FAILURES AS DETERMINANTS OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT AND ENVIRONMENTAL QUALITY

Journal of Economic Issues, Vol. 35, No. 2, June 2001, pp. 477-486

Dumaine, Brian

ARE YOU READY FOR THE GREEN REVOLUTION?

Fsb: Fortune Small Business, Vol. 11, No. 10, December 2001/January 2002, pp. 44-52

Durant, Robert F. and others

A NEW GOVERNANCE PARADIGM

PA Times, July 2001, pp. 3-4

Espenhahn, Sarah and Gil Wilkins

POWERING DEVELOPMENT

The World Today, Vol. 58, No. 3, March 2002, pp. 22-24

Esty, Daniel C.

A TERM'S LIMITS

Foreign Policy, No. 126, September/October 2001,
pp. 74-75

Grewe, Timothy

*PORTLAND, OREGON: A CASE STUDY IN
SUSTAINABILITY*

Government Finance Review, Vol. 18, No. 1, February
2002, pp. 8-12

Haas, Peter M.

*UN CONFERENCES AND CONSTRUCTIVIST
GOVERNANCE OF THE ENVIRONMENT*

Global Governance, Vol. 8, No. 1, January 1, 2002,
pp. 73+

Kasemir, Bernd and others

*THE NEXT UNSEEN REVOLUTION: PENSION FUND
INVESTMENT AND SUSTAINABILITY*

Environment, Vol. 43, No. 9, November 2001, pp. 8-19

Lee, Kai N.

*SEARCHING FOR SUSTAINABILITY IN THE
NEW CENTURY*

Ecology Law Quarterly, Vol. 27, No. 4, February 2001,
pp. 913-928

Levin, Ted

REVIVING THE RIVER OF GRASS

Audubon, Vol. 103, No. 4, July 2001, pp. 54-61

Mabogunje, Akin L.

*POVERTY AND ENVIRONMENTAL DEGRADATION:
CHALLENGES WITHIN THE GLOBAL ECONOMY*

Environment, Vol. 44, No. 1, January 2002, pp. 8-18

McIntosh, Phyllis

REVIVING THE EVERGLADES

National Parks, Vol. 76, No. 1/2, January-February
2002, pp. 30-34

Rasmussen, Paul

TOWARDS A SUSTAINABLE FUTURE

OECD Observer, No. 226/227, Summer 2001, p. 4+

Scully, Malcolm G.

*RESTORING THE FRAGILE EVERGLADES,
EVERMORE*

Chronicle of Higher Education, Vol. 47, No. 18,
January 12, 2001, pg. B14

Sheats, James R.

*INFORMATION TECHNOLOGY, SUSTAINABLE
DEVELOPMENT AND DEVELOPING NATIONS*

Greener Management International, No. 32, Winter
2000, pp. 33-41

Uhl, Christopher and Amy Anderson

*GREEN DENSITY: UNIVERSITIES LEADING THE
WAY TO A SUSTAINABLE FUTURE*

Bioscience, Vol. 51, No. 1, January 2001, pp. 36-42

Witherell, Bill and Maria Maher

*RESPONSIBLE CORPORATE BEHAVIOUR FOR
SUSTAINABLE DEVELOPMENT*

OECD Observer, No. 226/227, Summer 2001, pp. 62-64

Wunder, Sven

*POVERTY ALLEVIATION AND TROPICAL FORESTS -
WHAT SCOPE FOR SYNERGIES?*

World Development, Vol. 29, No. 11, November 2001,
pp. 1817-1833

Sites Internet

Business Action for Sustainable Development

<http://www.basd-action.net/>

Florida Everglades Restoration Plan

<http://www.evergladesplan.org/>

Ford Foundation

<http://www.fordfound.org/>

Global Accords Consortium for Sustainable Development

<http://web.mit.edu/gssd/consortium/>

Institute for Agriculture and Trade Policy

<http://www.iatp.org/>

Inter-American Development Bank Sustainable Development Department

<http://www.iadb.org/sds/>

International Centre for Trade and Sustainable Development

<http://www.ictsd.org/>

International Conference on Financing for Development

<http://www.un.org/esa/ffd/>

International Institute for Sustainable Development

<http://www.iisd.org/default.asp>

Learning from the Future: Alternative Scenarios for the North American Mining and Minerals Industry Mining Minerals and Sustainable Development North America, 2002

http://www.iisd.org/pdf/2002/mmsd_scenarios.pdf

MacArthur Foundation

<http://www.macfound.org/>

National Association of Resource Conservation and Development Councils

<http://www.rcdsuccess.com/>

National Councils for Sustainable Development

<http://www.ncsdnetwork.org/>

Nautilus Institute for Security and Sustainable Development

<http://www.nautilus.org/>

Novartis Foundation for Sustainable Development

<http://www.foundation.novartis.com/>

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)

Environment and Sustainable Development

http://www.oecd.org/oecd/pages/home/display_general/0,3380,EN-home-663-nodirectorate-no-no-no-8,FF.html

South Florida Water Management District

<http://www.sfwmd.gov/>

Sustainable Development Communications Network

<http://www.sdcn.org/>

Sustainable Development Communications Network SD Gateway

<http://sdgateway.net/>

Sustainable Development International

<http://www.sustdev.org/>

United Nations Development Programme

<http://www.undp.org/>

**United Nations Development Programme
Civil Society Organizations and Participation
Program**

<http://www.undp.org/csopp/CSO/NewFiles/docemp-people.html>

**United Nations Economic and Social Council
Division for Sustainable Development**

<http://www.un.org/esa/sustdev/>

**United Nations Environment Programme
International Environmental Governance**

<http://www.unep.org/IEG/>

**United Nations Food and Agriculture Organization
Sustainable Development Department**

http://www.fao.org/sd/index_en.htm

**United Nations
Official Site for World Summit on Sustainable
Development**

<http://www.johannesburgsummit.org/>

**United States Agency for International Development
Global Development Alliance**

<http://www.usaid.gov/gda/>

**United States Citizens Network for Sustainable
Development**

<http://www.citnet.org/>

**United States Department of Agriculture
World Summit for Sustainable Development**

<http://www.fs.fed.us/sustained/wssd/index.html>

**United States Department of Energy
Center of Excellence for Sustainable Development**

<http://www.sustainable.doe.gov/>

**United States Department of State
Bureau of Oceans and International Environmental
and Scientific Affairs**

<http://www.state.gov/g/oes/sus/>

**United States Environmental Protection Agency
Center for Sustainability
EPA Region III**

<http://www.epa.gov/region3/sdwork/>

**United States Mission to the European Union
Dossier: Sustainable Development**

<http://www.useu.be/Categories/Sustainable%20Development/index.htm>

William and Flora Hewlett Foundation

http://www.hewlett.org/guidelines/environment/environment_top_frm.htm

World Bank Development Forum

http://www.worldbank.org/devforum/forum_financing.html

World Bank Institute

<http://www.worldbank.org/wbi/sdenvgovernance/index.html>

**World Business Council for Sustainable
Development**

<http://www.wbcsd.org/>

World Economic Forum

<http://www.weforum.org/>

**World Trade Organization
Committee on Trade and Environment**

http://www.wto.org/english/tratop_e/envir_e/issu1_e.htm

World Watch

www.worldwatch.org

dossiers mondiaux



Réussir
le développement
durable

Revue électronique du département d'Etat des Etats-Unis • Avril 2002 Volume 7, Numéro 1